

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 28 MARS 1922.

PROJET DE LOI INSTITUANT LE FONDS DES COMMUNES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La Constitution, par son article 110, alinéa 3, a consacré comme une des prérogatives de l'autonomie communale le principe de la liberté pour les conseils de frapper des taxes locales.

Ce droit ne peut être restreint que par la loi; il n'a de limites que le contrôle général de l'autorité supérieure.

Ces restrictions constituent des exceptions au principe.

Mais le droit ne peut se dégager des contingences et des nécessités économiques. Le régime fiscal communal ne peut être organisé sans tenir compte de ses relations nécessaires avec le régime des impôts généraux.

Toute modification dans la politique financière du Pouvoir central doit exercer sa répercussion directe et nécessaire sur le régime de taxation communale.

Des considérations d'ordre social ou des nécessités budgétaires pourront amener l'État à modifier le système général des impôts, ou à se réserver certaines ressources : Elles entraîneront nécessairement l'interdiction pour les communes de lever certaines taxes ou le monopole au profit de l'État d'impôts auxquels les communes faisaient appel pour assurer le service de leurs impôts.

(1) Projet de loi, n° 61.

(2) Composition de la Commission :

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Méchelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pusseinier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Carlier, Pepin, Wauwermans, Drion, Lamborelle et Mabille.

Il peut mettre à charge des communes des obligations d'intérêt non exclusivement local : il devra en tels cas intervenir par voie de compensation.

La concordance doit s'établir entre les sacrifices demandés au contribuable par le pouvoir central et les pouvoirs locaux.

Parmi les plus caractéristiques manifestations de l'interdépendance nécessaire entre ces organismes figurent l'institution des fonds communal et spécial, et les relations qui se créèrent dans la suite entre l'État et les communes pour le fonctionnement de ces organismes.

La suppression des octrois communaux constitua sinon la première tout au moins une des plus considérables restrictions apportées au droit des communes en matière d'impositions locales. Elle entraîna bientôt l'application des principes d'association et de solidarité sur le terrain intercommunal.

Il serait impossible de dénier toute importance à cet organisme original, le « fonds communal » qui n'est, si l'on s'en tient aux seules apparences, que la rançon des octrois. Depuis soixante années, le fonds communal n'a cessé de fonctionner, mais des lois successives et la création d'une institution similaire, « le fonds spécial des communes », ont développé la conception primitive, et l'ont même transformée.

C'est à une refonte complète de l'institution primitive et de celle qui lui fut adjointe que l'on vous invite aujourd'hui.

Il paraît indispensable, pour permettre d'apprécier les conditions de constitution et de répartition du *fonds des communes*, de rappeler comment furent créés et comment fonctionneront jusqu'ici le *fonds communal* et le *fonds spécial* que le nouveau fonds remplacera.

La création de ces deux fonds a imposé des obligations à charge de l'État et créé des droits au profit des communes. Quelle est la cause de ces droits ? Quelle est l'étendue de ces droits et des avantages qui en dérivent ?

Le Fonds communal.

L'arrêté du Directoire du 24 brumaire an V ⁽¹⁾ avait supprimé « les anciennes impositions indirectes dans la ci-devant Belgique, par le gouvernement autrichien, telles que les droits d'entrée dans les villes et les droits sur les consommations et sur les boissons ». Mais les octrois furent rétablis par la loi du 5 ventôse an VIII instituant : « Il sera établi des octrois municipaux et de bienfaisance sur des objets de consommation locale dans les villes dont les hospices civils n'ont pas de revenus suffisants pour leurs besoins.

L'arrêté royal du 4 octobre 1816 permit aux communes de soumettre aux droits d'octroi les boissons, les comestibles, les combustibles, les fourrages, les matériaux de consommation. « Ils frappaient non seulement les objets introduits

(1) En conformité du décret de l'Assemblée nationale des 19-25 février 1791.

dans les villes, mais encore les objets fabriqués ou extraits dans l'intérieur de la commune où le droit était établi. » (Consultez GIRON, *Dictionnaire de droit administratif et de droit public*, t. III, pp. 411 et 412.)

En 1860, le nombre des communes à octroi était de 78, avec une population de 122,991 habitants. 3,400,098 habitants constituaient la population des 2,460 autres communes.

Les impôts communaux de consommation entouraient les villes à octrois de barrières douanières et constituaient un obstacle au commerce et à l'industrie locale.

Dès 1847, dans un rapport au Roi, M. Rogier, Ministre de l'Intérieur, signalait que « les économistes ont même été jusqu'à se demander s'il ne convenait pas d'abolir un genre d'imposition qui rappelle à certains égards des souvenirs du moyen âge » et la qualifiait de « capitation sur la fortune présumée ». Une Commission fut instituée pour « examiner les questions relatives au maintien ou à la révision du système », et dans son rapport du 7 février 1848, M. C. de Brouckère concluait à « une permutation entre les communes et l'État ».

Il ne pouvait, en effet, suffire de dégrever les habitants des communes importantes de diverses charges et notamment d'un impôt de consommation sur des objets de première nécessité; il fallait assurer aux communes privées des recettes de l'octroi des ressources compensatoires.

« Le seul moyen d'obtenir ces ressources — énonce l'exposé de la loi de 1860 — consiste à les demander à un service exploité par l'État et à des impôts généraux, dont le Gouvernement opère la perception et qui pèsent dans certaines proportions, même sur les habitants des communes où il n'existe pas d'octroi. »

La réforme de 1860, inspirée, entre autres considérations, par la volonté de supprimer les impôts sur des objets de première nécessité, tels que la viande, le pain, le combustible, sur ce qui était nécessaire à l'alimentation populaire, chercha à reporter les anciennes taxes sur des consommations « de luxe ou de fantaisie »; à les contre-balancer par un impôt payé par le pays entier sur des choses que « l'on considère généralement comme « voluptuaires », disait M. Pirmez ».

Le ministre Frère-Orban proposa et fit adopter l'abandon aux communes de :

- 1° 40 % ⁽¹⁾ dans le produit brut des recettes des postes;
- 2° 75 % dans le produit des droits d'entrée sur le café;
- 3° 34 % ⁽²⁾ dans le produit des accises sur les vins et les eaux-de-vie provenant de l'étranger, sur les eaux-de-vie indigènes, sur les bières et vinaigres et sur les sucres ⁽³⁾.

Toutes les communes du pays furent admises à la répartition pour la raison que ce serait l'ensemble des habitants qui constituerait le fonds communal, et

(1) Porté à 41 % par la loi du 20 décembre 1862.

(2) Porté à 35 % par la même loi.

(3) Des lois subséquentes y ajoutèrent les sirops, les mélasses et l'acide acétique.

que le pays tout entier aurait la charge commune de suppléer à l'insuffisance des revenus municipaux qui, jusqu'alors, avait pesé plus spécialement sur les citadins.

Mais cette règle devait se combiner avec le principe de la permutation entre les communes et l'État, et la nécessité d'indemniser les communes à octrois du sacrifice immédiat qu'on imposait à leurs finances.

Aussi la répartition des quotes-parts fut-elle, dans sa forme première, basée sur le principal des contributions foncière, personnelle et de patente : Dans ce fonds les éléments de richesse concentrés dans les agglomérations urbaines devaient entraîner la part principale.

Cette règle de l'article 4 était justifiée dans le rapport de la Section centrale par les considérations suivantes : « Il paraît rationnel que le revenu, étant pris principalement sur des objets de consommation, doive aussi être réparti en raison de la consommation des objets; en d'autres termes, le *quantum* de la répartition doit être l'équipollent du *quantum* de la participation. Or le Gouvernement croit, et nous croyons avec lui, que la consommation des objets sur lesquels pèsent les impôts qui fourniront un revenu aux communes est en proportion du degré d'aisance de celles-ci et que, en général, le signe le plus apparent, le plus stable et le moins trompeur de l'aisance d'une localité, c'est le montant du principal des trois contributions indiquées à l'article 3. »

La pensée maîtresse de la loi, qui était de ne pas porter atteinte à la situation des villes et communes importantes, se retrouve encore — en dehors de cette base de répartition — dans la disposition de l'article 13, paragraphe 2, qui garantissait aux communes à octroi que la quote-part à leur répartir ne pourrait être inférieure aux droits nets perçus pendant l'année 1859.

En 1860, pour 69 communes à octroi, la quote-part fut égale au revenu de l'octroi et 9 obtinrent une répartition supérieure. En 1895, 2 communes seulement ne bénéficiaient pas de cette répartition supérieure, mais prélevaient encore ensemble fr. 105,693.29, en exécution du privilège de 1860.

Pendant plus de vingt ans — jusqu'en 1883 — aucune modification apportée au régime des impôts de l'État ne vient exercer son influence sur les recettes destinées à alimenter le fonds communal. Mais, à cette époque, la loi du 30 juillet 1883 relève le droit sur l'alcool, et cette loi, par son article 7, stipula que la quote-part de l'État dans le produit de l'accise et des droits d'entrée sur les eaux-de-vie serait fixé à 24 millions. D'autre part, elle consacrait pour trois ans une quote-part, garantie par l'État aux communes, dans la répartition annuelle du fonds. Cette quote-part ne pouvait être inférieure à la moyenne des années 1880-1881-1882.

L'État, par l'application du minimum à son profit, entendait se réserver le supplément de recettes qu'il escomptait du relèvement de l'impôt. Par la clause de garantie, il reconnaissait la nécessité de mettre les communes à l'abri des fluctuations auxquelles les changements apportés aux impôts pouvaient donner lieu.

À côté du minimum de recettes précises stipulé au profit de l'État apparaît un minimum de recettes générales garanti aux communes. La clause de garantie

avait été introduite à l'origine en faveur des seules communes à octroi. Elle reçoit une nouvelle application et cette fois en faveur de toutes les communes, sans distinction.

La clause de garantie de la recette minima rompt le lien d'association qui existait à l'origine entre les communes et l'État dans les produits de certains impôts. Et dès lors l'État, qui a entendu recouvrer son indépendance fiscale avec toutes les conséquences de son exercice, ne se trouvera plus, à la faveur de cette clause, entravé lorsqu'il voudra modifier les tarifs et les modalités des impôts généraux.

La loi du 18 juillet 1887 contenant codification de la législation sur les eaux-de-vie fixa à 25,175,000 francs le minimum garanti de l'État — sauf à déduire la part de celui-ci dans le produit des droits d'entrée sur le vinaigre et l'acide acétique et de l'accise sur les vinaigres de bière (art. 129).

En 1896, le droit sur l'alcool est porté à 100 francs et l'État veut se réserver le supplément de ressources provenant de ce relèvement de droit. Il établit un maximum à la quote-part du fonds communal dans le produit des droits d'accise et de douane sur les eaux-de-vie : Cette part ne pourra dépasser 13,750,000 francs (loi du 7 juin 1896, art. 5).

En même temps l'élément de garantie de la loi de 1883 est repris : chaque commune se voit attribuer à titre de minimum de quote-part dans la répartition annuelle du fonds communal, une somme au moins égale à celle qu'elle a touchée pendant l'année 1895 (loi du 30 décembre 1896, art. 16).

Le fonds communal avait atteint, cette année 1895, le rendement le plus élevé depuis l'origine, soit fr. 35,196,004.90.

La loi du 18 février 1903 vint supprimer le droit d'entrée sur les cafés non torréfiés et tarit une des sources de dotation du fonds, mais en même temps elle relève les droits d'accise et d'entrée sur les alcools en les portant à 150 francs : la part du fonds communal est reportée de 13,750,000 francs à 17,000,000 de francs dans le produit des droits majorés (art. 4). Les 3,250,000 francs devaient compenser la perte de recettes antérieurement fournies par les droits sur les cafés.

Cependant la consommation de l'alcool subit une dépression brusque : Le Gouvernement avait prévu une augmentation de recettes que certains évaluaient devoir s'élever à 30 millions. C'était sur cette augmentation que la somme de 3,250,000 francs devait être prélevée. Intervient la loi du 26 décembre 1904 qui va abroger celle de 1903 et rétablir l'ancien maximum de 13,750,000 francs (art. 2).

Nouvelle intervention de la clause du minimum de garantie, mais cette fois avec un tempérament qui va mettre fin à une situation particulièrement défavorable pour les communes, privées des accroissements qu'elles étaient en droit d'escompter.

Le Gouvernement admet le principe de la garantie sur la base de la dernière répartition et de la progression constatée au cours des vingt dernières années.

L'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi du 26 décembre 1904 porte : « à partir de l'année 1904, la partie des revenus du Fonds communal distribuée aux com-

munes ne pourra être inférieure à la somme répartie en 1903, augmentée suivant une progression annuelle de 700,000 francs » (art. 3, § 1).

Il n'est pas inutile de signaler dès à présent, pour expliquer le chiffre de progression de 700,000 francs, que la loi de 1893 avait décidé que la répartition de l'excédent du minimum garanti serait opéré sur la base population.

Le chiffre de 700,000 francs correspond à une population constatée de plus de sept millions d'habitants « à partir de l'année où, pour la seconde fois, la partie du revenu normal du fonds communal distribuée aura dépassé le montant garanti » (art. 3, § 3).

Cette éventualité paraissait devoir se réaliser pour 1906.

L'article 13 de la loi du 29 septembre 1906 a prolongé cette durée jusqu'au 1^{er} janvier 1914; en majorant le chiffre du minimum garanti, la loi substitua à la somme annuelle fixe de 700,000 francs, la somme répartie en 1905, augmentée suivant une progression annuelle, calculée à raison de 10 centimes par habitant.

La loi du 30 décembre 1913, contenant le Budget de Voies et Moyens pour l'exercice 1914 a décidé que les dispositions « ayant pour objet de garantir aux communes la distribution d'un minimum de revenus du fonds communal ne cesseront leurs effets qu'à partir du 1^{er} janvier 1922 ».

La somme nécessaire pour parfaire le montant garanti devait être prélevée sur la réserve du fonds communal, sans que toutefois le montant de celle-ci puisse être abaissé de ce chef, au dessous de 10 millions de francs. Le manquant devait être fourni par les ressources générales du Trésor (loi du 26 décembre 1904 article 3, § 2).

Le fonds spécial des communes.

La loi du 18 juillet 1860 avait créé le fonds communal en établissant sa répartition sur la seule base du montant des contributions directes. La loi du 19 août 1889 établissant une taxe sur les nouveaux débits de boissons alcooliques, institua un fonds spécial des communes — un second fonds communal — « destiné à augmenter les ressources des communes » et à répartir cette fois sur la base de la population. C'était un nouveau principe de répartition qui se trouvait introduit.

Au fonds spécial était attribué : 1^o le produit du droit de licence créé par cette loi; 2^o le produit des droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes.

Tant que le produit de ces droits n'atteindrait pas 1 franc par habitant, la différence serait supportée par l'État sur le produit des droits d'entrée.

Cette disposition créa donc un minimum de revenu déterminé sur des perceptions d'un montant aléatoire et lui donne la garantie de l'État engageant sans limites le produit de ses douanes.

Le principe de partage, dans des proportions de pourcentage déterminé qui était à la base de la loi de 1860 était ainsi abandonné : Nous avons vu que, dès 1883, il avait été entamé en ce qui concerne le fonds communal.

La loi du 29 octobre 1919 augmenta les ressources du fonds spécial des

communes, en lui attribuant une part de un cinquième dans : 1° les revenus visés aux articles 16 à 18 de cette loi (revenus de capitaux mobiliers ou taxe mobilière) et 2° les revenus visés au § 3 de l'article 35 (taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions).

La loi du 3 août 1920, supprima ces deux attributions et y substitua une quote-part forfaitaire équivalent à 1 franc par habitant à prélever sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'État, en vertu des lois sur les revenus (art. 83).

Cette quote-part remplace celle prévue à l'origine par l'article 2 de la loi du 19 août 1889, soit également une somme de 1 franc par habitant.

Enfin la loi du 28 février 1920 attribua au fonds spécial des communes deux dixièmes de la part revenant aux communes en ce qui concerne la taxe sur les hippodromes et champs de courses situés dans les communes de moins de 6,500 habitants.

La répartition du fonds communal et du fonds spécial.

A l'origine la base unique de répartition du fonds communal était celle de trois contributions directes. Mais dans la discussion de la loi d'institution de 1860 cette base avait déjà été critiquée avec une grande vigueur par M. Pirmez.

Il critiquait le défaut d'équation entre la provenance des recettes et la distribution du produit.

La loi du 19 août 1889, instituant le fonds spécial, s'inspira d'un principe tout différent : la répartition entre les communes d'après le chiffre de la population.

Ce principe fut appliqué par la loi du 30 décembre 1896 à la répartition du fonds communal dans ses accroissements futurs : on peut dire qu'à partir de ce moment le principe de la répartition, d'après les bases des contributions, était condamné. Il ne fonctionna plus que pour continuer à fournir un chiffre de base en vue de la répartition minimum.

La répartition sur la base population du surplus des sommes attribuées aux deux fonds, fut d'abord opérée d'après les éléments fournis par les recensements décennaux. Mais il fut reconnu que c'était une injustice en ce sens qu'il ne tenait point toujours compte des titres des communes où la population venait à s'accroître souvent même dès les premières années de la période décennale.

En 1896 on adopta la base des éléments annuellement fournis par les registres de l'état civil.

Ce système fonctionna pendant dix années, lorsque, à raison des erreurs auxquelles il avait fourni la matière, la loi de 1906 vint y apporter une série de correctifs qui constituent les articles 5 et 7 des lois coordonnées.

L'exposé ci-dessus des règles de répartition permet de constater que la substitution du régime des impôts cédulaires à celui des anciennes contributions ne pouvait exercer d'influence sur les répartitions de 1920 et 1921.

Depuis 1896, en effet, l'élément contributions ne fournit plus qu'une indication d'intérêt rétrospectif pour l'attribution de la partie minima à répartir aux communes.

La réserve du fonds communal.

La réserve du fonds communal a été instituée en 1862. A cette époque le montant des prélèvements abandonnés aux communes sur les impôts autres que ceux sur les droits d'entrée sur le café furent portés respectivement de 40 % et 34 % à 41 % et 35 %. Ce prélèvement fut affecté à la constitution d'une réserve (loi du 20 décembre 1862).

Cette réserve ne peut en aucun cas dépasser le tiers de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années (idem) et ne peut en outre devenir inférieure à dix millions de francs.

La réserve avait pour but d'abord de permettre l'application de la clause de garantie du minimum en faveur d'abord des communes à octroi et ensuite des autres communes sur la base de répartitions antérieures.

Un prélèvement sur la réserve devait, en cas de déficit, être opéré, à concurrence du montant de ce déficit. En cas d'insuffisance, c'étaient aux ressources générales du Trésor qu'il incombait de parfaire la défaillance (loi du 20 décembre 1862).

Aucune somme n'a dû être prélevée sur la réserve pour parfaire le minimum garanti par l'article 2, §§ 1 et 2 de la loi du 29 septembre 1906.

Le projet de loi d'unification.

Le projet de loi fusionne en un fonds unique les fonds communal et fonds spécial; il remplace par des dotations fixes prélevées sur les revenus généraux du Trésor des revenus puisés actuellement à des sources disparates.

Cette réforme est d'une importance considérable : elle entraînera de profondes modifications dans le dressement du Budget de l'État.

Elle est de nature à assurer de très appréciables éléments de stabilité aux budgets communaux, et une grande simplification dans la comptabilité.

Au point de vue théorique il y a lieu d'applaudir et de féliciter les auteurs de cette réforme.

La seule question qui se pose est celle de savoir si le montant de la dotation qui sera ainsi assurée aux communes, répond à leurs perceptions actuelles et à ce qu'elles pouvaient espérer escompter de l'avenir sous l'empire de la législation en vigueur.

Le projet de loi prévoit au profit des communes un versement dont la base centrale s'accroît d'une façon progressive.

C'est une opération de rachat de la rente variable des communes dont le titre est le fonds communal et le fonds spécial.

Les revenus du Fonds communal ont atteint pour 1920. fr. 66,720,432 72

Ils sont évalués par le Projet de Budget des Voies et
Moyens à 80,275,550 »

L'augmentation provient de la majoration de la part revenant au Fonds communal du chef du produit des postes :

	1920.	Évaluations 1922.
Postes	24,931,177 53	38,773,700 »

Par contre on prévoit une diminution sur les *droits de douanes* :

Eaux-de-vie	6,488,314 »	2,750,000 »
-----------------------	-------------	-------------

Les revenus du Fonds spécial se sont élevés en 1920 à . fr. 22,757,000 »

D'après les évaluations du Projet de Budget des Voies et Moyens pour 1922, les revenus du Fonds spécial s'établissent comme suit :

Taxe sur les eaux-de-vie indigènes déclarées en consommation fr.	3,258,500 »
Taxe additionnelle au montant des droits d'entrée sur les eaux-de-vie étrangères ⁽¹⁾	3,040,000 »
Taxe d'ouverture des débits de boissons ⁽¹⁾	3,800,000 »
Part attribuée au Fonds spécial dans le produit présumé des taxes mobilière et professionnelle	8,000,000 »
TOTAL. . . fr.	<u>18,098,500 »</u>

Les revenus des deux fonds s'élèvent donc à fr. 89,477,432.72 pour 1920.

Le projet de loi fixe comme chiffre de base la somme de 95 millions et le représente comme excédent de plus de 5 millions le produit des deux anciens fonds en 1920. Cette majoration de 90 à 95 millions est représentée comme justifiée par la considération d'une augmentation de 2 millions de francs pour les exercices 1920 et 1921, correspondant à la moyenne des accroissements de 1904 (48 1/2 millions) à 1913 (58 1/2 millions).

Ce forfait est contredit, ainsi que nous venons de le constater, par les évaluations fournies par le Budget des recettes et dépenses pour ordre pour l'exercice 1922, articles 12 et 14 ⁽²⁾. D'après ces chiffres les parts de ces deux fonds, pour 1922 s'élevaient non pas à 90 millions mais à 80,275,550 + 18,098,500, soit plus de 90 millions; en chiffres ronds 100 millions.

Plusieurs membres de la Commission ont signalé que si même le chiffre de base de 100 millions était admis comme répondant à la situation de 1922 en ce

(1) Après déduction de 5 % pour frais d'administration.

(2) Document n° 24 — XX, p. 4.

qui concerne les répartitions acquises aux communes, sa fixation ne constituait aucune aide à leur profit. Il stabiliserait ce qui existe, soit des ressources insuffisantes, alors que pour les communes, comme pour tous ceux dont elles doivent réclamer la collaboration, existe le relèvement du coût de toutes choses.

Ne serait-il pas de toute justice, que dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons, ces organismes que l'État considère en maintes matières et maints offices comme des agents, jouissent d'une « indemnité de vie chère » ? Les membres qui ont formulé ces suggestions ont réservé leur liberté pour réclamer soit une majoration du chiffre de 95 millions soit une augmentation variable par une disposition de la loi budgétaire.

Le chiffre de base s'accroîtra annuellement à concurrence de 2 millions de francs. Il a été signalé que le fait de cette augmentation forfaitaire aura pour conséquence que le fonds des communes cessera totalement d'être intéressé à l'augmentation de rendement de certains droits.

Le chiffre de deux millions est en relations avec les accroissements constatés au cours de la période décennale 1904-1913. Mais cette période peut-elle être considérée comme une période normale au regard de l'actuelle ?

Le chiffre de 2 millions répond-il exactement à l'accroissement des revenus tel qu'il est constaté et à prévoir ? Peut-on s'arrêter à ces chiffres de la période franc or pour établir la progression à liquider en francs dévalorisés ?

De 1919 à 1920 les revenus du fonds communal ont passé de 52 à 66 millions, ceux du fonds spécial de 7 à 22 millions, soit de 29 millions en fonction de 59 millions ou 50 %. Nous admettons sans doute que le relèvement des droits ne doit pas nécessairement influencer le forfait lorsqu'il a pour but de procurer des ressources nouvelles à l'État, mais il en serait autrement de remaniements apportés pour maintenir les recettes anciennes au taux de l'étalon primitif.

L'exemple du passé démontre que l'État a toujours soutenu que la part des communes dans les impôts généraux était celle provenant d'accroissements réguliers et normaux de la consommation et non des relèvements de droits, et nous avons constaté les modifications multiples introduites notamment en ce qui concerne le produit des droits sur les alcools.

La progression de 2 millions ne peut en tous cas être considérée comme une constante pour un terme d'années indéfini.

Elle est susceptible de varier à raison soit d'un relèvement de tarifs, soit de circonstances économiques, soit de valorisation ou de dévalorisation du franc.

Il est bien certain que quoi qu'on décide aujourd'hui cette décision ne pourrait être mise à l'abri de modifications ultérieures, et l'exposé des motifs le laisse entendre lorsqu'il écrit qu'en cas de relèvement du franc « il va de soi que la législature pourrait à nouveau être saisie de la question ».

C'est pourquoi le chiffre forfaitaire de 2 millions a été accepté par la Commission sans modifications.

Les ressources du fonds des communes doivent s'alimenter encore d'une somme de 15 millions dès 1922. Ce chiffre de 15 millions est indiqué comme constituant un minimum garanti sur les revenus perçus à la source dont une part devait revenir aux communes en dehors des ressources du fonds communal et du fonds spécial.

C'est le quart leur attribué par l'article 22, paragraphe 1 des lois coordonnées.

Ce minimum de 15 millions est déterminé par la considération qu'il n'avait été perçu à l'époque de la rédaction du projet de loi que 54 millions pour l'exercice 1921.

Les revenus retenus à la source pour 1921 étaient loin d'être liquidés dès février 1922. On sait quelles difficultés et quels retards entraîna la mise en mouvement de la législation nouvelle et la substitution au mode de perception directe de celui du stoppage ou retenue à la source. La Commission estime que le forfait de base ne devrait être inférieur à 17 millions. Au surplus le sacrifice — si sacrifice il pouvait y avoir — serait de courte durée, puisqu'il est certain que le montant de ces perceptions à brève échéance atteindra un montant de 68 millions au moins or le projet prévoit l'attribution au fonds des communes du quart de la recette effective.

On ne peut non plus perdre de vue cette considération, que les communes des territoires d'Eupen-Malmedy seront vraisemblablement appelées à intervenir dans le partage des sommes qui constituent les versements forfaitaires de l'État au fonds des communes. Elles alimenteront la matière imposable pour l'État et diminueront celle des copartageants. Sur la base d'une population de 60,000 habitants.

Il est à observer que la part des communes dans la taxe sur les spectacles et les hippodromes reste en dehors du forfait ci-dessus.

Il a été suggéré toutefois qu'il pourrait y avoir intérêt à pousser jusqu'au bout l'unification et à comprendre celle-ci dans le remaniement général.

Un projet de loi à l'étude pour la revision de la loi sur les divertissements publics consacrera assure-t-on la suppression de l'article 8 de la loi du 28 février 1920.

* * *

Le système de répartition a donné lieu à quelques discussions : certains membres auraient les uns souhaité voir augmenter la part à répartir sur la base population, d'autres sur celles revenu cadastral bâti :

Finalement l'accord transactionnel s'est établi pour accepter le partage des huit premiers dixièmes par parts égales, proposé par le Gouvernement. Cet accord a été consacré par 7 voix contre 1 et 2 abstentions.

Par contre la Commission a été d'avis qu'il convenait de faire une masse du surplus des revenus. Cette masse servirait en tout premier lieu à garantir à titre permanent aux communes une répartition annale égale au montant des répartition qui seront liquidées pour 1921.

Il n'y a pas lieu de prévoir que les prélèvements devront s'opérer, car les sommes à verser par l'État doivent dépasser le montant de celles à distribuer pour 1921, si les évaluations de base répondent bien à la réalité.

La répartition d'un dixième par les soins d'une commission serait incontestablement de nature à créer de multiples difficultés — pour ne pas dire plus.

Les dépenses d'enseignement professionnel et d'assistance publique sont celles qui grèvent davantage le budget des communes et sont les causes principal de leur déficit.

Ces dépenses déchargent d'autant les communes qui s'y soustraient, en profitant des sacrifices de celles qui comprennent et réalisent le mieux leur mission d'éducation et de solidarité.

La répartition ainsi modifiée a pour conséquence la suppression de l'article 4 du projet.

*
* *

Les articles 4 à 6 du projet amendé reprennent les dispositions des anciennes lois coordonnées sur le fonds communal. Ils maintiennent les règles actuellement relatives à la répartition, et qui ont été jugés indispensables après de longues discussions pour réagir contre certaines fraudes.

*
* *

La question s'est posée de la liquidation de la réserve du fonds communal.

La situation était la suivante au 31 décembre 1913 :

Retenues sur le revenu du fonds communal	{ 1864 à 1912	8,703,229 38	{ 8,703,229 38	
	{ 1913	»		
Benéice sur la vente des titres . . .	{ 1864 à 1912	669,050 93	{ 669,050 93	25,597,807 80
	{ 1913	»		
Intérêts encaissés sur les capitaux, après déduction des intérêts avancés sur achat de titres	{ 1864 à 1912	15,696,959 43	{ 16,225,527 49	
	{ 1913	528,568 06		

A déduire :

Prélèvements sur la réserve au profit des communes	{ 1864 à 1912	9,081,633 60	{ 9,226,228 57	
	{ 1913	144,594 97		
Perte sur la vente des titres	{ 1864 à 1912	8,311 45	{ 8,311 45	9,234,540 02
	{ 1913	»		
Reste fr.				16,363,267 78
Prélèvement au profit du fonds spécial en exécution de l'article 30 de la loi du 12 décembre 1912.				1,006,663 73
				<u>Fr. 15,356,604 05⁽¹⁾</u>

⁽¹⁾ En vertu de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 20 décembre 1862 (art. 2, paragraphe 2 du *Recueil de codification du Fonds communal*) le montant de la réserve ne peut dépasser le tiers de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années.

Sommes réparties pendant les trois dernières années :

1910	fr.	48,714,588 70
1911		47,908,024 07
1912		48,391,108 39
Ensemble fr.		145,073,721 16
Moyenne		48,357,907 05
¹ / ₃ ou maximum		<u>16,119,302 35</u>

Au 31 décembre 1913, la réserve possédait les valeurs ci-après :

En 2 1/2 % un capital nominal de	fr.	263,600 »
En 3 % 1 ^{re} série, au capital nominal de		3,293,400 »
En 3 % 2 ^e série, id.		13,866,900 »
En 3 % 3 ^e série id.		618,600 »
Capital nominal	fr.	18,042,500 »

Le compte de liquidation de la réserve ne pourra être définitivement arrêté qu'après l'apurement des perceptions relatives aux bénéfices de guerre et aux bénéfices exceptionnels.

Nous avons vu que, de par la garantie donnée par le Gouvernement, la réserve ne pouvait être entamée au point d'être réduite en dessous de 10 millions.

L'Etat devait, au moyen de ses ressources générales, parfaire le minimum en cas d'insuffisance des recettes attribuées à ces fonds.

Cette éventualité se serait assurément réalisée, à raison de la période de guerre, si les lois des 3 mars 1919 et 2 juillet 1920 n'avaient attribué aux communes trois huitièmes du produit des impôts sur les bénéfices de guerre et exceptionnels et stipulé que deux tiers de ces trois huitièmes (soit un quart de la totalité des taxes) serait versé au fonds spécial des communes « en compensation des préjudices que ces fonds ont subis par suite de la guerre ».

Par application de cette disposition les prélèvements suivants ont d'après les tableaux annexés au Budget des recettes et dépenses pour ordre pour 1922, été opérés au profit du fonds communal :

Année.	Part des communes dans les revenus.	Minimum de revenus garanti aux communes.	Prélèvement.
1913 . . .	50,544,727 96	48,714,588 70	»
1914 . . .	36,928,718 84	48,967,953 47	12,039,234 63
1915 . . .	27,730,770 26	49,567,840 87	21,837,070 55
1916 . . .	21,813,823 50	50,320,521 71	28,506,698 21
1917 . . .	13,012,522 47	51,074,470 71	38,061,948 24
1918 . . .	11,257,455 30	51,828,435 81	40,570,980 51
1919 . . .	40,539,107 06	52,582,145 51	12,043,038 45
1920 . . .	65,268,527 69	»	»

Ces tableaux publiés en annexes au Budget pour ordre se rapportent exclusivement au fonds communal.

D'après les éléments de la comptabilité les prélèvements effectués conformément à l'article 15, paragraphe 2, de la loi du 3 mars 1919 pour combler le déficit du dit fonds communal pendant les exercices 1914 à 1919 s'élèvent effectivement

à fr. 153,058,970 59

Il y a lieu d'y ajouter les prélèvements opérés en faveur du fonds *spécial* des communes, lesquels se décomposent comme suit :

Exercice 1914.	fr. 3,185,929 61	
Id. 1915.	4,814,008 81	
Id. 1916.	5,751,079 93	
Id. 1917.	6,662,188 07	
Id. 1918.	6,712,333 00	
Soit au total.	fr. <u>27,125,538 42</u>	
Ce qui donne le chiffre de		<u>180,184,509 01</u>

Aucune réduction importante sur ces prélèvements n'est à prévoir du chef de la reddition des comptes définitifs. Les notes consignées à cet égard au bas des tableaux publiés en annexes au Budget pour ordre, ne visent en réalité que la part éventuelle revenant au fonds communal dans le produit des postes et des droits d'accise sur les bières qui auraient été perçus pendant la guerre dans la partie inviolée du pays; ces parts, d'ailleurs minimes, ne pourront être déterminées qu'après que les comptes du Havre seront définitivement arrêtés.

* *

Déduction faite des cotes présumées irrécouvrables et dont le montant est estimé à 221 millions, le produit des cotisations à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels peut être évalué à :

Bénéfices de guerre	fr. 785,965,000	
Id. exceptionnels	26,773,000	
TOTAL.	fr. <u>812,738,000</u>	
A déduire pour cotes irrécouvrables.	221,000,000	
RESTE.	<u>591,738,000</u>	

dont les $\frac{1}{4}$ ou 145,434,500 représentent la part à attribuer au fonds communal et au fonds spécial par application de l'article 15, § 2; de la loi du 3 mars 1919.

Toutefois, il y a lieu d'observer que ces cotisations ne sont encore recouvrées qu'à concurrence de :

Bénéfices de guerre	fr. 318,067,154	
Id. exceptionnels	22,727,918	
TOTAL.	fr. <u>340,795,072</u>	
A déduire pour cotisations remboursées ou ne donnant pas lieu à répartition	60,000,000	
RESTE.	fr. <u>280,795,072</u>	

soit pour le $\frac{1}{4}$ revenant aux fonds communal et spécial, 70,198,768.

Il en résulte que les prélèvements opérés sur la part du fonds spécial dans les ressources extraordinaires lui concédées (180,184,509.01) dépassent le montant de ce qui doit lui revenir (145,434,500). La différence constituera le déficit dont la loi du 30 Décembre 1913 impose la charge à l'Etat.

La liquidation du fonds communal — soit théoriquement 18 millions, et en fait environ 13 millions — devra donc comprendre le montant de la réserve représentée par le portefeuille et ce montant devra être réparti sur les bases qui étaient appliquées pour la distribution de l'excédent des réserves.

Le projet de loi tel qu'il vous est soumis et tel que votre Commission vous en propose l'adoption constituera une œuvre de consolidation, de simplification et d'amélioration dans le domaine de la gestion financière des communes et de l'Etat.

C'est à ce point de vue qu'il importe de l'examiner. Ce serait s'écarter de son esprit que de vouloir y trouver des allègements ou des avantages par allocation de nouvelles et plus grandes réponses au projet des communes.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE

LÉGISLATION RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT ET AU FONCTIONNEMENT DU FONDS COMMUNAL ET DU FONDS SPÉCIAL.

I.

Coordination des lois et arrêtés royaux concernant le fonds communal et le fonds spécial des communes ⁽¹⁾ (publiée en exécution de la loi du 29 septembre 1906, art. 3).

TITRE PREMIER.

Fonds communal ⁽²⁾.

CHAPITRE PREMIER.

Revenus du fonds communal.

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué au fonds communal :

1° Une part de 41 % dans le produit brut des recettes du service des postes (*loi du 18 juillet 1860, art. 2; loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 1^{er}*), à l'exception du produit des taxes suivantes, lequel demeure acquis à l'État :

a) Droits perçus du chef de l'encaissement des effets de commerce et de leur présentation à l'acceptation (*loi du 30 mai 1879, art. 60*) ;

(1) Lois du 18 juillet 1860, du 20 décembre 1862, du 4 janvier 1864, du 30 mai 1879, du 11 juin 1887, du 19 août 1889, du 28 décembre 1892, du 15 avril 1896, du 17 juin 1896, du 30 décembre 1896, du 5 juillet 1899, du 21 août 1903, du 26 décembre 1904 et du 29 septembre 1906 ; arrêtés royaux du 2 août 1860 et du 27 novembre 1866.

(2) Le fonds communal a été institué lors de l'abolition des impositions communales indirectes connues sous le nom d'octrois (*loi du 18 juillet 1860, art. 1^{er}*).

b) Taxe d'abonnement aux journaux et ouvrages périodiques (*loi du 28 décembre 1892, art. 1^{er}*);

c) Taxe d'encaissement du coût des permis de pêche (*loi du 5 juillet 1899, art. 4*);

2° Une part de 35 % dans le produit des droits suivants :

a) Droit d'accise sur les vins provenant de l'étranger (*loi du 18 juillet 1860, art. 2; loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 1^{er}*);

b) Droits d'entrée et d'accise sur les bières et les vinaigres (*loi du 18 juillet 1860, art. 2; loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 1^{er}; loi du 4 janvier 1864, art. 2*), sur l'acide acétique (*loi du 11 juin 1887, art. 9*), sur les sucres et les sirops (*loi du 18 juillet 1860, art. 2; loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 1^{er}; loi du 21 août 1903, art. 102*);

c) Droit d'entrée sur les mélasses (*loi du 21 août 1903, art. 102*);

d) Droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie (*loi du 18 juillet 1860, art. 2; loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 1^{er}*).

Toutefois, dans la répartition entre l'Etat et le fonds communal du produit annuel des droits mentionnés au litt. d, la quote-part de l'Etat est fixée à 25,175,000 francs au minimum, sauf à déduire de cette somme la part de l'Etat dans le produit des droits d'entrée sur le vinaigre et l'acide acétique et de l'accise sur les vinaigres de bière (*loi du 15 avril 1896, art. 90*); d'autre part, la quote-part du fonds communal dans la répartition susvisée ne peut dépasser 13,750,000 francs (*loi du 17 juin 1896, art. 5; loi du 26 décembre 1904, art. 2*).

CHAPITRE II.

Réserve du fonds communal.

ART. 2, § 1^{er}. — Une retenue équivalente à 1 % du montant des produits dont une part est attribuée au fonds communal est opérée annuellement pour servir à la formation d'une réserve, sans que cependant les sommes à répartir entre les communes puissent descendre de ce chef au-dessous de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années. (*Loi du 20 décembre 1862, art. 2, §§ 1^{er} et 2*.)

§ 2. — Le montant de la réserve ne peut dépasser le tiers de cette moyenne. (*Loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 4*.)

§ 3. — Chaque fois que, par suite d'une réduction dans les produits, le revenu annuel du fonds communal est inférieur à la moyenne indiquée au § 1^{er}, un prélèvement est effectué au profit des communes sur la réserve, à concurrence du montant du déficit. (*Loi du 20 décembre 1862, art. 2, § 4*.)

ART. 3. — Les sommes attribuées à la réserve du fonds communal sont placées soit en fonds publics nationaux ou en bons du trésor, soit à la Caisse générale d'épargne et de retraite, soit à la Caisse des dépôts et consignations à titre de dépôt volontaire. (*Arrêté royal du 27 novembre 1866, art. 1^{er}*.)

CHAPITRE III.

Répartition du fonds communal

Art. 4, § 1^{er}. — Il est attribué à chaque commune, à titre de minimum de quote-part dans la répartition annuelle du fonds communal, une somme égale à la quote-part qu'elle a touchée pendant l'année 1895. (*Loi du 30 décembre 1896, art. 16.*)

§ 2. — L'excédent des recettes sur le total des sommes attribuées à titre de minimum de quote-part, déduction faite éventuellement de la retenue au profit de la réserve, est réparti entre les communes d'après le chiffre de leur population. (*Loi du 30 décembre 1896, art. 18; loi du 19 août 1889, art. 1^{er}.*)

Art. 5 ⁽¹⁾, § 1^{er}. La population mentionnée au § 2 de l'article 4 s'entend de la population de droit telle qu'elle est constatée par le recensement décennal publié avant le 1^{er} janvier ⁽²⁾. (*Loi du 19 août 1889, art. 15 modifié par la loi du 29 septembre 1906, art. 1^{er}.*)

§ 2. — Lorsque, au cours d'une période décennale, le chiffre de la population d'une commune au 31 décembre de l'année qui précède celle de la répartition dépasse de plus de 10 % le nombre d'habitants constaté par le dernier recensement décennal, ce chiffre est pris pour base de la répartition. Toutefois, s'il est supérieur à un chiffre de population calculé d'après une progression constante résultant de la comparaison des chiffres des deux derniers recensements décennaux, le chiffre de population ainsi calculé sera pris pour base de la répartition. (*Loi du 19 août 1889, art. 15 modifié par la loi du 29 septembre 1906, art. 1^{er}.*)

§ 3. — En aucun cas les dispositions du § 2 ne sont applicables aux communes dont la population n'a pas augmenté de plus de 10 % au cours de la précédente période décennale. (*Loi du 19 août 1889, art. 15 modifié par la loi du 29 septembre 1906, art. 1^{er}.*)

Art. 6, § 1^{er}. — Une somme égale au quart du minimum de sa quote-part dans la répartition annuelle est versée à chaque commune, à titre d'acompte, au commencement du deuxième, du troisième et du quatrième trimestre de l'année à laquelle se rapporte la répartition et au commencement du premier trimestre de l'année suivante. (*Loi du 18 juillet 1860, art. 3, § 2; loi du 30 décembre 1896, art. 18.*)

(1) Les dispositions de la loi du 29 septembre 1906 qui modifient la détermination de la population servant de base à la répartition n'entreront en vigueur que le 1^{er} janvier 1907 (loi susdite, art. 4).

(2) Il s'agit du dernier recensement décennal publié avant le 1^{er} janvier de l'année de la répartition.

§ 2. — Le solde du décompte ⁽¹⁾ de l'année est payé aux communes après l'achèvement de la répartition définitive, dans les premiers mois de l'année suivante (*Loi du 18 juillet 1860, art. 3, § 4; loi du 30 décembre 1896, art. 18.*)

§ 3. — Le Ministre des Finances détermine le mode de payement des sommes attribuées aux communes. (*Arrêté royal du 2 août 1860, art. 11.*)

ART. 7. ⁽²⁾. — S'il résulte du recensement décennal qui suit la répartition que la population d'une commune ayant bénéficié des dispositions du § 2 de l'article 5 n'a pas augmenté de plus de 10 % au cours de la période décennale, les sommes attribuées à cette commune au delà de ce qui était dû sur la base de la précédente population de droit seront restituées par elles et versées au fonds communal. (*Loi du 19 août 1889, art. 15 modifié par la loi du 29 septembre 1906, art. 1^{er}.*)

ART. 8. — Chaque année il est rendu compte aux Chambres de la situation du fonds communal et de sa répartition. (*Loi du 18 juillet 1860, art. 17.*)

TITRE II.

Fonds spécial des communes ⁽³⁾.

CHAPITRE PREMIER.

Revenus du fonds spécial.

ART. 9, § 1^{er}. — Sont attribués au fonds spécial :

1° Le produit du droit de licence sur les débits en détail de boissons alcooliques;

2° Le produit des droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes.

§. 2. — Tant que le produit des impôts mentionnés au § 1^{er} n'atteindra pas un chiffre suffisant pour allouer aux communes une quote-part calculée à raison d'un franc par habitant, la somme nécessaire pour parfaire ce chiffre sera prélevée sur le produit des droits d'entrée. (*Loi du 19 août 1889, art. 2.*)

(1) Afin de permettre aux communes de disposer plus tôt d'une partie de l'excédent, il leur est avancé trimestriellement, outre le quart du minimum, une somme de 20 centimes par habitant d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal. (Décision du Ministre des Finances du 27 mars 1905.)

(2) Voir note (4) sous l'article 5.

(3) Le fonds spécial a été créé en vue d'augmenter les ressources des communes (loi du 19 août 1889, art. 1^{er}).

CHAPITRE II.

Répartition du fonds spécial.

ART. 10, § 1^{er}. — Le fonds spécial est réparti entre les communes d'après le chiffre de leur population. (*Loi du 19 août 1889, art. 1^{er}.*)

§ 2. — Les dispositions de l'article 5 déterminant la population qui sert de base à la répartition du fonds communal sont applicables à la répartition du fonds spécial. (*Loi du 19 août 1889, art. 5; loi du 30 décembre 1896, art. 18; loi du 29 septembre 1906.*)

ART. 11. — La quote-part revenant à chaque commune est liquidée semestriellement d'après le mode suivi pour la répartition du fonds communal. (*Loi du 19 août 1889, art. 3*) ⁽¹⁾.

ART. 12. — Les dispositions de l'article 7 sont applicables aux sommes qui auraient été attribuées en trop dans la répartition du fonds spécial (*Loi du 19 août 1889, art. 15 modifié par la loi du 29 septembre 1906, art. 1^{er}.*)

TITRE III.

Dispositions temporaires relatives au fonds communal.

ART. 13, § 1^{er}. — A partir de l'année 1906 jusqu'en 1913 inclusivement, la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne pourra être inférieure à la somme répartie en 1905, augmentée suivant une progression annuelle calculée, à raison de 10 centimes par habitant, sur la base d'un chiffre de population déterminé conformément aux règles de l'article 5. (*Loi du 29 septembre 1906, art. 2, §§ 1^{er} et 3.*)

§ 2. — La somme éventuellement nécessaire pour parfaire le minimum garantie par le § 1^{er} sera prélevée sur la réserve, sans que les prélèvements puissent abaisser celle-ci au dessous du chiffre de 10 millions de francs. Si les prélèvements effectués dans cette limite ne suffisaient pas à parfaire le minimum susdit, le manquant serait prélevé sur les ressources générales du Trésor, (*Loi du 29 septembre 1906, art. 2, § 2.*)

(1) En pratique, il est avancé semestriellement à chaque commune une somme calculée à raison de 50 centimes par habitant, d'après la population accusée par le dernier recensement décennal (circulaire du Ministre des Finances du 27 janvier 1897); le supplément de quote-part, le cas échéant, est liquidé en même temps que le solde du fonds communal (loi du 30 décembre 1896, art. 18).

II.

**Loi du 29 octobre 1919 établissant des impôts cédulaires sur les revenus
et un impôt complémentaire sur le revenu global.****ART. 81.**

§ 1. — La moitié du produit de la taxe au taux plein sur les revenus des actions, visés à l'article 15 est attribuée par parties égales aux provinces et aux communes au prorata du montant des bénéfices réalisés dans chaque province ou dans chaque commune, et à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

§ 2. — Un cinquième du produit de la taxe sur les revenus, visés aux articles 16 à 18, est attribué au fonds spécial des communes.

ART. 16.

Les revenus des obligations et des autres créances dans les sociétés par actions, visées à l'article 14, sont les intérêts, primes ou lots attribués aux porteurs d'obligations, bons de caisse, reconnaissances ou certificats et de tous autres titres constitutifs d'emprunts, quelle qu'en soit la durée.

ART. 17.

Les revenus des titres, visés au 2° de l'article 14, comprennent les intérêts, arrérages, primes ou lots et tous autres produits des certificats d'emprunts, d'annuités ou de rente, nominatifs ou au porteur, ainsi que des bons du Trésor ou tous autres titres analogues.

ART. 18.

Les revenus, visés au 3° de l'article 14, sont ceux des capitaux investis et des créances de toute nature.

ART. 14.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits de capitaux engagés, à quelque titre que ce soit et constituant :

1° Revenus d'actions ou parts quelconques, d'obligations ou autres créances de prêts à charge des sociétés par actions, civiles ou commerciales, ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif;

2° Revenus de titres émis par l'État, les provinces, les communes et autres organismes ou établissements publics, sauf les exemptions concernant les coupons prévues par des dispositions légales particulières ;

3° Revenus : a) de tous capitaux investis dans toutes affaires commerciales, industrielles ou agricoles, exploitées autrement que par les sociétés visées au 1° ci-dessus ;

b) De toutes créances et prêts, à charge des personnes physiques et des sociétés autres que par actions, résidant ou domiciliées en Belgique ;

c) Des sommes d'argent déposées en Belgique, soit dans des établissements de banque, de change, de crédit, de consignation ou d'épargne, soit chez des banquiers, notaires, agents d'affaires ou autres dépositaires ;

4° Revenus de rentes et valeurs mobilières étrangères, de créances sur l'étranger ou de sommes d'argent déposées à l'étranger, attribués à des personnes physiques ou morales résidant ou domiciliées dans le pays.

L'impôt s'applique également aux produits de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de tous biens mobiliers.

Il s'applique aussi aux revenus des biens immobiliers situés à l'étranger.

ART. 82.

§ 1^{er}. — La moitié de la taxe professionnelle établie conformément au § 2 et au § 4, n° 2, de l'article 35, est attribuée, par parts égales, aux provinces et aux communes, au prorata du montant des revenus obtenus dans chaque province ou dans chaque province et, à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

§ 2. — Un cinquième du produit de la taxe établie conformément au paragraphe 3 de l'article 35 est attribué au fonds spécial des communes.

§ 3. — Taxe professionnelle.

ART. 35.

§ 3. — Le taux est réduit à 1 p. c. pour la partie des rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics et privés, des salaires, pensions et rentes viagères visés à l'article 25, 2°, y compris les suppléments de traitements et autres rémunérations exceptionnelles, n'excédant pas 3,000 francs par an au total.

**Loi du 3 août 1920 modifiant la législation relative
aux impôts sur les revenus.**

Art. 15.

Les paragraphes 2 des articles 81 et 82 sont supprimés et la disposition suivante est ajoutée à l'article 83 :

Sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'État, il est attribué au fonds spécial des communes une somme équivalant à un franc par habitant.

Cette quote part remplace celle qui est prévue par l'article 2 de la loi du 19 août 1889.

III.

**A. — Loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire
sur les bénéfices de guerre.**

Art. 15.

Paragraphe 1^{er}. — Il ne peut être établi, sur l'impôt spécial, des additionnels provinciaux ou communaux ni aucune taxe similaire.

§ 2. — Un huitième du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés en Belgique est attribué aux provinces et trois huitièmes aux communes.

La répartition sera faite au prorata du principal des impôts directs en 1913.

Toutefois, les deux tiers de la part attribuée aux communes seront versés au fonds communal et au fonds spécial au profit des communes en compensation des préjudices que ces fonds ont subis par suite de la guerre.

§ 3. — Les sept huitièmes du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés au Congo seront versés au Trésor de la Colonie.

IV.

**B. — Loi du 2 juillet 1920 établissant un impôt spécial
sur les bénéfices exceptionnels.**

ARTICLE PREMIER.

Alinéa 1. — Sauf les modifications faisant l'objet des articles 2 à 8 ci-après, les dispositions de la loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre sont rendues applicables aux bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919 ⁽¹⁾.

(1) En vertu de cette disposition, l'article 15 de cette loi (voir ci-dessus) est applicable à la répartition de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels.

ovial:

ART. 10.

Alinéa 1. — En vertu de la disposition budgétaire confirmant annuellement les impôts existants, la taxe spéciale établie par la présente loi pourra continuer à être perçue, pendant chacune des années 1921 à 1924, à raison des bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année antérieure ⁽¹⁾.

V.

**Loi du 28 février 1920 relative à la taxe spéciale sur les spectacles ou
divertissements publics.**

ART. 8.

Paragraphe 1^{er}. — Un dixième de la taxe est attribué à la province et trois dixièmes à la commune,

En ce qui concerne la taxe sur les hippodromes et champs de courses situés dans les communes de moins de 6,500 habitants, la part de la commune est réduite à un dixième et les deux dixièmes formant le complément de la quotité visée à l'alinéa premier, sont attribués au fonds spécial des communes.

La dite part de deux dixièmes sera employée éventuellement à allouer des subsides compensateurs aux communes dont les recettes résultant de l'application de la loi établissant des impôts sur les revenus seraient inférieures au dernier montant net des taxes abolies par cette loi.

Paragraphe 2. — Il ne peut être établi des centimes additionnels provinciaux ou communaux à ladite taxe.

(1) La taxe spéciale cesse d'être perçue à partir de l'année 1922.

ANNEXE AU N° 147.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.

Projet de loi instituant un Fonds
des communes.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un fonds des communes en remplacement du fonds communal et du fonds spécial créés respectivement par les lois du 18 juillet 1860 et du 19 août 1889.

ART. 2.

Le fonds des communes est alimenté :

1° Par un prélèvement annuel de 95 millions sur les ressources générales du Trésor.

Ce prélèvement est augmenté chaque année, à partir du 1^{er} janvier 1923, d'une somme de 2 millions;

2° Par un versement annuel d'une somme de 17 millions, en substitution de la part attribuée aux communes dans la taxe professionnelle, retenue à la source, sur les traitements, salaires et pensions par application de l'article 25 n° 2 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 sur les revenus.

BIJLAGE VAN N° 147.

TEKST VOORGESTELD DOOR
DE COMMISSIE.

Wetsontwerp tot instelling van een
Fonds der gemeenten

EERSTE ARTIKEL.

Tervervanging van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds, onderscheidenlijk opgericht door de wetten van 18 Juli 1860 en van 19 Augustus 1889, wordt een fonds der gemeenten ingesteld.

ART. 2.

Het fonds der gemeenten wordt in stand gehouden :

1° Door eene jaarlijksche uitkeering van 95 millioen, van de algemeene middelen der Schatkist voorafgenomen.

Vanaf 1 Januari 1923 wordt deze uitkeering elk jaar verhoogd met eene som van 2 millioen;

2° Door eene jaarlijksche storting eener som van 17 millioen ter vervanging van het aandeel toegekend aan de gemeenten in de bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen, bij de uitbetaling afgehouden bij toepassing van artikel 25, n° 2, der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 op de inkomsten belastingen.

Lorsque le montant de cette taxe dépassera 68 millions pour un exercice, le versement ci-dessus prévu sera augmenté à concurrence d'un quart de l'accroissement.

ART. 3.

Le fonds des communes est réparti comme suit :

1° Quatre dixièmes au prorata du revenu cadastral bâti imposé pour l'année antérieure à celle de la répartition ;

2° Quatre dixièmes au prorata de la population constatée officiellement par le dernier recensement décennal ;

3° Les deux dixièmes restants sont destinés à assurer dans le nouveau fonds aux communes qui ne l'auraient point reçue par application de la répartition prévue aux 1° et 2° une part au moins égale au montant de la répartition à laquelle elles avaient droit, pour l'exercice 1921, dans le fonds communal et le fonds spécial supprimés.

Le surplus est réparti au prorata des dépenses d'enseignement professionnel et d'assistance publique, effectuées pendant l'année antérieure à celle de la répartition.

ART. 4.

Lorsque, au cours d'une période décennale, le chiffre de la population d'une commune au 31 décembre de l'année qui précède celle de la répartition dépasse de plus de 10 % le nombre d'habitants constaté par le dernier recensement décennal, ce chiffre est pris pour base de la répartition. Toutefois, s'il est supérieur à un chiffre de population calculé d'après une progression con-

Wanneer het bedrag dier belasting 68 miljoen overschrijdt voor een dienstjaar, wordt bovengemelde storting vermeerderd met een vierde van de toename.

ART. 3.

Het fonds der gemeenten wordt verdeeld als volgt :

1° Vier tienden naar verhouding van het gebouwd kadastraal inkomen belast voor het jaar, dat aan dit der verdeeling voorafgaat ;

2° Vier tienden naar verhouding van de bevolking, officieel vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling ;

3° De overige twee tienden zijn bestemd om aan de gemeenten, die het niet mochten ontvangen hebben bij toepassing van de in n°s 1° en 2° voorziene verdeeling, een aandeel in het nieuwe fonds te verzekeren van ten minste gelijk bedrag als dit der verdeeling, waarop zij, voor het afgeschafte gemeentefonds en bijzonder fonds, recht hadden voor het dienstjaar 1921.

Het overschietende wordt verdeeld naar verhouding van de uitgaven voor beroepsonderwijs en openbaren onderstand, gedaan gedurende het jaar vóór dit der verdeeling.

ART. 4.

Wanneer, in den loop van een tienjarig tijdvak, het cijfer van de bevolking eener gemeente op 31 December van het jaar vóór dit der verdeeling het getal inwoners, door de jongste tienjaarlijksche volkstelling vastgesteld, met meer dan 10 % overschrijdt, dan wordt dit cijfer genomen tot grondslag der verdeeling. Echter, indien het een bevolkingscijfer overschrijdt, berekend naar

stante résultant de la comparaison des chiffres des deux derniers recensements décennaux, le chiffre de population ainsi calculé sera pris pour base de la répartition.

En aucun cas les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables aux communes dont la population n'a pas augmenté de plus de 10 % au cours de la précédente période décennale.

S'il résulte du recensement décennal qui suit la répartition que la population d'une commune ayant bénéficié des dispositions du 2^e de l'article 3 n'a pas augmenté de plus de 10 % au cours de la période décennale, les sommes attribuées à cette commune au-delà de ce qui était dû sur la base de la précédente population de droit seront restituées par elles et versées au fonds des communes.

ART. 5.

Une somme égale au quart attribué dans la répartition de l'exercice antépénultième est versée à chaque commune, à titre d'acompte au commencement du deuxième, du troisième, et du quatrième trimestre de l'année à laquelle se rapporte la répartition et au commencement du premier trimestre de l'année suivante.

Le solde du décompte de l'année est payé aux communes, après l'achèvement de la répartition définitive dans les premiers mois de l'année suivante.

ART. 6.

Chaque année il est rendu compte aux Chambres de la répartition du fonds des communes.

eene bestendige klimming voortvloeiende uit de vergelijking van de cijfers der jongste tienjaarlijksche volkstellingen dan wordt het aldus berekend bevolkingscijfer genomen tot grondslag der verdeeling.

De bepalingen van het voorgaande lid zijn, in geen geval, van toepassing op de gemeenten, waarvan de bevolking niet met meer dan 10 % is aangegroeid gedurende het vorig tienjarig tijdvak.

Blijkt uit de tienjaarlijksche volkstelling volgende op de verdeeling, dat de bevolking eener gemeente, aan welke de bepalingen van n^o 2 van artikel 3 ten goede kwamen, niet met meer dan 10 % is aangegroeid gedurende het tienjarig tijdvak, dan dienen de sommen, aan die gemeente toegekend boven wat verschuldigd was op grond van de vorige bevolking van rechtswege, door haar terugbetaald en in het fonds der gemeenten gestort te worden.

ART. 5.

Eene som gelijk aan een vierde toegekend bij de verdeeling van het vóór-voorlaatste dienstjaar wordt aan elke gemeente als voorschot uitbetaald in het begin van het tweede, van het derde en van het vierde trimester van het jaar, waarvoor de verdeeling geschiedt, en in het begin van het volgende jaar.

Het na afrekening nog te betalen deel voor het jaar wordt, na regeling der eindverdeeling, aan de gemeenten uitbetaald in de eerste maanden van het volgende jaar.

ART. 6.

Ieder jaar wordt aan de Kamers verslag uitgebracht over de verdeeling van het fonds der gemeenten.

ART. 7.

La réserve du fonds communal au 31 décembre 1921 sera liquidée et son montant fera l'objet d'une répartition extraordinaire entre les communes, sur les bases reprises à l'article 3, 1° et 2°.

ART. 8.

Jusqu'au prochain recensement décennal il sera, en ce qui concerne les communes dévastées, tenu compte pour la répartition des quatre dixièmes mentionnés à l'article 3, 1°, de la population de fait constatée au 31 décembre de l'année précédente.

ART. 9.

Les dispositions légales relatives au fonds communal et au fonds spécial, coordonnées en vertu de la loi du 29 septembre 1906, sont abrogées.

Les mots « fonds des communes » sont substitués aux mots « fonds communal ou fonds spécial », dans les lois ou conventions qui les contiennent.

ART. 10.

La présente loi sera applicable à la répartition pour l'exercice 1922.

ART. 7.

De reserve van het gemeentefonds op 31 December 1921 wordt vereffend en het bedrag daarvan wordt door middel van eene buitengewone verdeeling onder de gemeenten uitgekeerd naar de grondslagen voorzien bij artikel 3, 1° en 2°.

ART. 8.

Voor de verwoeste gemeenten en tot na de aanstaande tienjaarlijkse volkstelling, wordt, bij de verdeeling der vier tienden vermeld in artikel 3, 1°, rekening gehouden met de wezenlijke bevolking vastgesteld op 31 Déceंबर van het vorig jaar.

ART. 9.

De wetsbepalingen betreffende het gemeentefonds en het bijzonder fonds, samengeordend krachtens de wet van 29 September 1906, worden ingetrokken.

De woorden « fonds der gemeenten » vervangen de woorden « gemeentefonds of bijzonder fonds » in de wetten of overeenkomsten waarin zij voorkomen.

ART. 10.

Deze wet is van toepassing op de verdeeling voor het dienstjaar 1922.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 MAART 1922.

Wetsontwerp tot instelling van het Fonds der gemeenten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUVERMANS**.

MIJNE HEEREN,

In artikel 110, alinea 3, heeft de Grondwet als een der voorrechten van de gemeentelijke zelfstandigheid het beginsel gehuldigd, waardoor de gemeenten worden gemachtigd plaatselijke belastingen te heffen.

Dit recht kan slechts door de wet beperkt worden binnen de grenzen van de algemeene contrôle der hoogere overheid.

Deze beperkingen maken uitzondering op het beginsel.

Doch het recht kan van de economische omstandigheden en noodwendigheden niet worden losgemaakt. Het gemeentelijk fiscaal stelsel kan niet worden tot stand gebracht zonder rekening te houden met het verband dat er noodzakelijk bestaat met het regiem der algemeene belastingen.

Elke wijziging in de financieele politiek van het Hoofdbestuur moet rechtstreeks en noodzakelijk zijn weerslag hebben op het regiem der gemeentebelastingen.

Beschouwingen van socialen aard of begrootingsnoodwendigheden kunnen den Staat er toe brengen het algemeen belastingstelsel te wijzigen of zich zekere inkomsten voor te behouden : zij zullen noodzakelijkerwijze er toe

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 61.

⁽²⁾ Samenstelling van de Commissie :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Carlier, Pepin, Wauwermans, Drion, Lamborelle en Mabille.

leiden aan de gemeenten te verbieden zekere belastingen te heffen en, aan den Staat, het monopolie te nemen van belastingen waarop de gemeenten zich beriepen om den dienst van hunne belastingen te verzekeren.

Hij kan ten laste van de gemeenten interest-verplichtingen leggen, welke niet uitsluitend van een plaatselijk belang zijn : hij moet alsdan bij wijze van vergoeding tusschenbeide komen.

Tusschen de offers welke door het hoofdbestuur en die welke door de plaatselijke besturen van den belastingplichtige worden gevraagd, moet eene overeenkomst worden gebracht.

Onder de meest kenmerkende uitingen van de onafhankelijkheid welke tusschen deze besturen noodzakelijk is, zijn begrepen de oprichting van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds, en de betrekkingen die vervolgens ontstonden tusschen den Staat en de gemeenten voor de werking dezer inrichtingen.

De afschaffing van de gemeentelijke octrooiën maakt voorzeker de eerste, zooniet eene der aanzienlijkste beperkingen uit, welke aan het recht der gemeenten in zake plaatselijke belastingen werd toegebracht. Weldra bracht zij de toepassing mede van de beginselen van vereeniging en solidariteit op intercommunaal gebied.

Het zou onmogelijk zijn alle belang te ontfeggen aan deze oorspronkelijke inrichting, het « gemeentefonds », welke slechts als rantsoen dient voor de octrooiën, moest men zich alleen aan den schijn houden. Sedert zestig jaar is dit gemeentefonds voortdurend in werking gebleven ; de opvolgenlijke wetten en de oprichting van eene gelijkaardige instelling, « het bijzonder fonds der gemeenten », hebben echter de eerste opvatting uitgebreid en zelfs omgewerkt.

Wat men u thans vraagt goed te keuren, is eene totale omwerking van de oorspronkelijke instelling en van deze welke er werd aan toegevoegd.

Om u te laten oordeelen over de voorwaarden van oprichting en van verdeling van het *fonds der gemeenten*, is het volstrekt noodig er aan te herinneren hoe het *gemeentefonds* en het *bijzonder fonds*, die door het nieuwe fonds worden vervangen, werden opgericht en hoe zij tot nu toe werkten.

De oprichting van deze twee fondsen legde den Staat verplichtingen op en schonken aan de gemeenten zekere rechten. Waarop steunen die rechten? Welke is daarvan de omvang en welke voordeelen vloeien er uit voort?

Het Gemeentefonds.

Het besluit van het Directorium van 24 Brumaire, jaar V ⁽¹⁾ had « de oude onrechtstreeksche belastingen door de Oostenrijksche Regeering ingevoerd in het voormalige België, zooals de octrooierechten in de steden en de rechten op het

(1) Overeenkomstig het decreet van de « Assemblée Nationale » van 19—23 Februari 1791

verbruik en op de dranken; » opgeheven. Maar de octrooiën werden teringevoerd door de wet van 5 Ventôse jaar VIII die luidde : « Er worden stads- en weldadigheidsoctrooiën ingevoerd op de voorwerpen van plaatselijk verbruik in de steden wier burgerlijke godshuizen geen voldoende inkomsten hebben voor hunne behoeften. »

Het Koninklijk besluit van 4 October 1816 machtigde de gemeenten octrooi-rechten te heffen op de dranken, de eetwaren, de brandstoffen, de voederwaren, de verbruiksmaterialen. « Zij troffen niet alleen de voorwerpen in de steden ingevoerd, maar tevens de voorwerpen gefabriceerd of voortgebracht binnen de gemeente zelf, waar dit recht was gevestigd. » (Zie GIRON, *Dictionnaire de droit administratif et de droit public*, T. III, blz. 411 en 412.)

In 1860 waren er 78 octrooibezittende gemeenten, met eene bevolking van 122,991 inwoners. In de 2,460 andere gemeenten waren er 3,400,098 inwoners.

De gemeentelijke verbruiksbelastingen omringden de octrooibezittende steden met tolbarreelen die eene belemmering waren voor den handel en de plaatselijke nijverheid.

In een verslag aan den Koning, wees de heer Rogier, Minister van Binnenlandsche Zaken, er in 1847 als op dat zelfs « de economisten zich reeds hebben afgevraagd of men een soort belasting, die in sommige opzichten aan de middeleeuwen deed denken, niet diende op te heffen », en hij noemde ze : « een hoofdaanslag op de vermoedelijke fortuin ». Eene Commissie werd ingesteld tot « onderzoek van de vraagstukken betreffende het behoud of de herziening van het stelsel », en in zijn verslag van 7 Februari 1848, besloot de heer C. de Brouckère tot « eene ruiling tusschen de gemeenten en den Staat ».

Het was inderdaad niet voldoende de inwoners der aanzienlijke gemeenten te ontheffen van verschillende belastingen en inzonderheid van eene verbruiksbelasting op de noodzakelijkste levensbehoefden; men moest aan de gemeenten als vergoeding voor de afgeschafte octrooi-inkomsten andere middelen bezorgen.

« Het eenige middel om deze inkomsten te verkrijgen — aldus de toelichting der wet van 1860 — is ze te vragen aan een door den Staat in bedrijf genomen dienst en aan algemeene belastingen, welke door de Regeering worden geïnd en die in zekere mate zelfs drukken op de inwoners der gemeenten waar geen octrooi bestaat. »

De hervorming van 1860 die, onder meer, werd ingegeven door den wensch om de belasting op de noodzakelijke levensbehoefden af te schaffen, zooals op het vleesch, het brood, de brandstoffen, op het onontbeerlijke voor de volksvoeding, streefde er naar om de vroegere belastingen over te dragen op de « weelde- of overbodige » verbruiksartikelen; om ze te vervangen door eene belasting door gansch het land betaald op hetgeen, zooals de heer Pirmez zegde, men « over het algemeen als « weelde-uitgaven » beschouwt ».

Minister Frère-Orban stelde voor en bekwam dat aan de gemeenten werd afgestaan :

1° 40 t. h. ⁽¹⁾ van de bruto-opbrengst van de ontvangsten der posterijen;

⁽¹⁾ Gebracht tot 41 t. h. door de wet van 20 December 1862.

2^o 75 t. h. van de opbrengst der invoerrechten op de koffie;

3^o 34 t. h. ⁽¹⁾ van de opbrengst der accijnsrechten op de vreemde wijnen en brandewijnen, op de inlandsche brandewijnen, op de bieren, den azijn en de suiker ⁽²⁾.

Al de gemeenten van het land kregen hun deel in deze opbrengst, omdat al de inwoners zouden bijdragen tot het spijsen van het Gemeentefonds en dat op gansch het land de gemeenschappelijke last zou rusten om de ongenoegzaamheid der gemeente-inkomsten aan te vullen, die tot dan toe inzonderheid door de stedelingen werden aangebracht.

Deze regeling moest echter in verband worden gebracht met het beginsel der ruiling tusschen de gemeenten en den Staat, alsmede met de noodzakelijkheid, de octrooiheffende gemeenten schadeloos te stellen voor het offer dat onmiddellijk van hunne financiën werd geeischt.

Ook werd in den beginne de verdeeling gedaan op grondslag van de hoofdsom der grondbelastingen, der personeele belastingen en der patentrechten. Om die reden moesten de stedelijke agglomeraties, uit hoofde van hunnen rijkdom, uit dit fonds het leeuwenaandeel trekken.

Deze regel van artikel 4 werd in het verslag van de Middenafdeeling verklaard door de navolgende overwegingen : « Het komt ons redelijk voor dat de inkomsten, hoofdzakelijk geheven op de verbruiksvoorwerpen, ook verdeeld worden in verhouding met het verbruik van die voorwerpen; met andere woorden, het *quantum* van de verdeeling moet overeenkomen met het *quantum* van den aanbreng. De Regeering nu meent, en wij evenzoo, dat het verbruik van de voorwerpen waarop de belastingen drukken, welke een inkomen aan de gemeenten moeten verschaffen, geëvenredigd is aan den graad van welstand dier gemeenten, en dat, over het algemeen, het zekerst, het meest vaste en het minst bedriegelijke teeken van den welstand eener gemeente is : het bedrag van de hoofdsom der drie belastingen aangeduid in artikel 3. »

De hoofdgedachte van de wet, namelijk niet te raken aan den toestand der groote steden en gemeenten, vindt men buiten dezen grondslag nog terug in de bepaling van artikel 13, § 2, die aan de octrooiheffende gemeenten den waarborg schonk, dat het hun uit te keeren aandeel niet minder zou mogen bedragen dan de nettorechten geïnd gedurende het jaar 1859.

In 1860 was het aandeel voor 69 octrooiheffende gemeenten gelijk aan de inkomsten van het octrooi, en 9 ontvingen eene hoogere som. In 1895 waren er slechts 2 gemeenten die niet deze hoogere som ontvingen, maar die gezamenlijk vooraf genoten eene som van fr. 105,693.29, ter uitvoering van het privilege van 1860.

(1) Gebracht tot 35 t. h. door dezelfde wet.

(2) Door latere wetten werden daaraan toegevoegd de siroop, de suikersiroop en het azijnzuur.

Gedurende meer dan twintig jaar, — tot in 1883, — heeft geene enkele wijziging in het stelsel der Staatsbelastingen eenigen invloed gehad op de inkomsten bestemd om het gemeentefonds te stijven. Maar toen werd, door de wet van 30 Juli 1883, het recht op den alcohol verhoogd, en in artikel 7 van deze wet wordt bepaald, dat het aandeel van den Staat, in de opbrengst van de accijnsen en de invoerrechten op de sterke dranken, vastgesteld was op 24 millioen. Maart egelijkertijd bepaalde zij voor drie jaar een aandeel, door den Staat aan de gemeenten gewaarborgd, in de jaarlijksche verdeeling van het fonds. Dit mocht niet minder zijn dan de gemiddelde som van de jaren 1880-1881-1882.

Door toepassing te zijnen voordeele van het minimum, wilde de Staat zich de meerdere opbrengst der ontvangsten voorbehouden, welke hij verwachtte van de verhooging der belasting. Door de waarborgsbepaling erkende de Staat de noodzakelijkheid de gemeenten buiten de schommelingen te houden, waartoe de veranderingen in de belastingen zouden kunnen leiden.

Naast het minimum van bijzondere ontvangsten ten behoeve van den Staat bepaald, verschijnt een minimum van algemeene ontvangsten welke aan de gemeenten worden gewaarborgd. De zekerheidsbepaling was er in den beginne ingelascht ten bate der enkele gemeenten met octrooi. Zij krijgt eene nieuwe toepassing en ditmaal ten bate van al de gemeenten, zonder uitzondering.

De bepaling tot waarborging der minimum — ontvangst brak den vereenigingsband welke, in den beginne, bestond tusschen de gemeenten en den Staat in de opbrengst van zekere belastingen. En de Staat, die er aan hield zijne fiskale onafhankelijkheid met al de gevolgen daarvan te herkrijgen, zal dan ook, dank zij deze bepaling, niet meer belemmerd zijn als hij de tarieven en de modaliteiten der algemeene belastingen wil wijzigen.

De wet van 18 Juli 1887 tot samenordering der wetten op de brandewijnen bepaalde op 25,175,000 frank het door den Staat gewaarborgde minimum — mits zijn aandeel af te trekken van de opbrengst der inkomende rechten op den azijn en het azijnzuur, alsmede de accijnsrechten op de bierazijnen (art. 129).

In 1896, wordt het recht op den alcohol gebracht op 100 frank en de Staat wil zich de bijkomende inkomsten voorbehouden, welke deze verhooging van het recht medebrengt. Hij vestigt een maximum van het aandeel van het gemeentefonds in de opbrengst der accijns- en tolrechten op de brandewijnen. Dit aandeel mag niet 13,750,000 frank overschrijden (wet van 7 Juni 1896, art. 5).

Terzelfder tijd wordt het waarborgbestanddeel der wet van 1883 hernomen : iedere gemeente krijgt als minimum-aandeel in de jaarlijksche verdeeling van het gemeentefonds, eene som welke ten minste even groot is als die welke zij in 1895 heeft getrokken (wet van 30 December 1896, art. 16).

Het gemeentefonds had, dat jaar (1895), de hoogste opbrengst bereikt sedert zijne oprichting, te weten : fr. 35,196,004,90.

De wet van 18 Februari 1903 schafte het inkomend recht af op de niet gebrande koffie en streemde een der bronnen van het dotatiefonds ; terzelfder tijd, echter, verhoogt zij de accijns- en inkomrechten op den alcohol met ze te brengen op 150 frank : het aandeel van het gemeentefonds wordt gebracht van 13,750,000 frank op 17,000,000 frank in de opbrengst der verhoogde rechten

(art. 4). De 3,250,000 frank moeten het verlies vergoeden der ontvangsten welke vroeger door de rechten op de koffie werden opgeleverd.

Toch ondergaat het alcoholverbruik een plotselinge vermindering. De Regeering had eene verhooging van ontvangsten voorzien, welke door sommigen geraamd werden op 30 millioen. Van deze verhooging was het, dat de som van 3,250,000 frank moest afgenomen worden. Toen kwam de wet van 26 December 1904 welke die van 1903 zou intrekken en het vroegere maximum van 13,750,000 frank herstellen (art. 2).

Nieuwe tusschenkomst der bepaling van waarborgs-minimum, doch ditmaal met eene verzachting die een eind zal stellen aan een uiterst ongunstigen toestand voor de gemeenten, die beroofd zijn van de verhoogingen welken zij van rechtswege konden verhoplen.

De Regeering aanvaardt het beginsel van den waarborg op den grondslag van de laatste verdeeling en van de klimming die werd vastgesteld in den loop van de laatste twintig jaren.

Artikel 3, lid 1, der wet van 26 December 1904 bepaalt : « Te beginnen van het jaar 1904, mag het gedeelte der inkomsten van het gemeentefonds, dat aan de gemeenten wordt uitgedeeld, niet minder bedragen aan de in 1903 verdeelde som vermeerderd volgens eene jaarlijksche klimming van 700,000 frank ». (Art. 3, § 1.)

Het is niet onnoodig, van nu af aan, er op te wijzen, — ten einde het klimmend bedrag der 700,000 frank te verklaren, — dat de wet van 1895 beslist had de verdeeling van het gewaarborgd minimum-overschot te doen geschieden op grond van het bevolkingscijfer

Het bedrag van 700,000 frank strookt met eene vastgestelde bevolking van meer dan 7 millioen inwoners « met ingang van het jaar waarop, voor de tweede maal, het gedeelte van het uitgedeeld normaal inkomen van het gemeentefonds het gewaarborgd bedrag zal overschreden hebben » (art. 3 § 3).

Deze mogelijkheid scheen voor 1906 te moeten verwezenlijkt worden.

Artikel 13 der wet van 29 September 1906 heeft dezen duur verlengd tot op 1 Januari 1914; door het cijfer van het gewaarborgde minimum te verhoogen, verving de wet de jaarlijksche vaste som van 700,000 frank door de som welke in 1905 werd verleend, vermeerderd volgens eene jaarlijksche opklimming, berekend op den voet van 10 centiem per inwoner.

De wet van 30 December 1913, houdende de Begrooting van 's Lands Midelen voor het dienstjaar 1914, heeft beslist dat de bepalingen, « voor doel hebbende aan de gemeenten bedeeling te verzekeren van een minimum-inkomsten uit het gemeentefonds, slechts zullen ophouden van kracht te zijn met ingang van 1 Januari 1922 ».

De som die er noodig is om het gewaarborgd bedrag aan te vullen, moet genomen worden van de reserve van het gemeentefonds, zonder dat echter het bedrag daarvan uit dien hoofde mag lager komen dan 10 millioen frank. Het ontbrekende moet opgeleverd worden door de algemeene inkomsten der Schatkist. (Wet van 26 December 1904, art. 3, § 2).

Het Bijzonder Fonds der Gemeenten.

De wet van 18 Juli 1860 had het gemeentefonds opgericht met zijne verdeling alleen te steunen op den grondslag van het bedrag der rechtstreeksche belastingen. De wet van 19 Augustus 1889, waarbij eene heffing wordt gevestigd op de nieuwe slijterijen van alcoholische dranken, stichtte een bijzonder fonds der gemeenten — een tweede gemeentefonds — « bestemd om de inkomsten der gemeenten te vermeerderen » en dat, ditmaal, naar verhouding der bevolking moest verdeeld worden. Het was een nieuw verdeelingsbeginsel dat ingevoerd werd.

Aan het bijzonder fonds werd toegekend: 1^o de opbrengst van het vergunningsrecht door deze tot stand gebracht; 2^o de opbrengst van de inkomende rechten op het vee en op het vleesch.

Zoolang de opbrengst van deze rechten niet 1 frank per inwoner bereikte, zou het verschil gedragen worden door den Staat en afgenomen van de inkomende rechten.

Deze bepaling vestigt dus een minimum van inkomen, bepaald op heffingen van een onzeker bedrag en geeft daaraan den waarborg van den Staat die, onbeperkt, de opbrengst zijner donanen verspandt.

Van het beginsel van verdeling, in verhouding van een bepaald procent, dat als grondslag diende aan de wet van 1860, werd alzoo afgezien. Wij hebben gezien dat, van af 1883, het reeds was aangetast voor wat het gemeentefonds betreft.

De wet van 29 October 1919 verhoogde de inkomsten van het bijzonder fonds der gemeenten, met daarvan een aandeel van één vijfde toe te kennen in: 1^o de inkomsten bedoeld bij de artikelen 16 tot 18 dezer wet (inkomsten van roerende kapitalen of belasting op roerende goederen) en 2^o de inkomsten bedoeld in § 3 van artikel 35 (bedrijfsbelasting op de jaarwedden, dagloonen en pensioenen.)

De wet van 3 Augustus 1920 schafte beide toekenningen af en verving ze door een vooraf en een voorgoed bepaald aandeel overeenkomende met 1 frank per inwoner af te nemen van de opbrengst der belastingen die, naar luid van de wetten op de inkomsten (art. 83) uitsluitend ten laste vallen van den Staat.

Dit aandeel vervangt datgene, bij den beginne voorzien door artikel 2 der wet van 19 Augustus 1889, zijnde insgelijks eene som van 1 frank per inwoner.

Ten slotte, kende de wet van 28 Februari 1920 aan het bijzonder fonds der gemeenten twee tienden toe van het aandeel der gemeenten voor wat betreft de belasting op de paardenrenbanen en koerspleinen gelegen in de gemeenten van min dan 6,500 inwoners.

De verdeling van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds.

Aanvankelijk was de eenige grondslag voor de verdeling van het gemeentefonds deze van de drie rechtstreeksche belastingen. Maar bij de behandeling der

wet van 1860, tot instelling van dit fonds, was deze grondslag reeds heftig bestreden geworden door den heer Pirmez.

Het gebrek aan juiste verhouding tusschen den oorsprong der ontvangsten en de verdeeling van de opbrengst werd door hem gehekeld.

De wet van 19 Augustus 1889, waarbij het bijzonder fonds werd opgericht, steunde op een geheel ander beginsel : de verdeeling onder de gemeenten naar het getal inwoners.

Krachtens de wet van 30 December 1896 werd dit beginsel toegepast voor de verdeeling van al de toekomstige vermeerderingen van het gemeentefonds : men mag zeggen, dat van af dien dag het beginsel der verdeeling, volgens de belastinggrondslagen, veroordeeld was. Het werd enkel nog toegepast om voort te gaan een grondslagcijfer te geven met het oog op de minimum-verdeeling.

De verdeeling van de meerdere sommen toegekend van beide fondsen, op den grondslag der bevolking, werd eerst toegepast volgens de gegevens opgeleverd door de tienjaarlijksche volkstellingen. Er werd echter erkend dat het eene onbillijkheid was in dezen zin, dat het niet altijd rekening hield met de rechten der gemeenten wier bevolking aangroeide, dikwijls zelfs vanaf de eerste jaren van het decenium.

In 1896 nam men als grondslag de jaarlijksche gegevens der registers van den burgerlijken stand.

Dit stelsel werkte gedurende tien jaar, toen ten gevolge van de vergissingen waartoe het stof had gegeven, de wet van 1906 er eene reeks verbeteringen aan toebacht, die de artikelen 5 en 7 der samengecordende wetten uitmaken.

Uit bovenstaande toelichting van de regeling der verdeeling kan men opmaken, dat het vervangen van het stelsel der vroegere belastingen door dit van de cedulaire belastingen geen invloed kon hebben op de verdeelingen van 1920 en 1921.

Inderdaad, sedert 1896 levert het bestanddeel der belastingen nog slechts eene aanwijzing van retrospectief belang op voor de toekenning van het minimum-deel dat onder de gemeenten te verdeelen is.

De reserve van het gemeentefonds.

Deze reserve werd opgericht in 1862. Op dit tijdstip werd het bedrag der voorafnemingen, aan de gemeenten afgestaan, op de andere belastingen dan deze op de inkomende rechten op de koffie, onderscheidenlijk gebracht van 40 t. h. en 34 t. h., op 41 t. h. en 33 t. h. Deze voorafneming werd bestemd voor het vestigen eener reserve (wet van 20 December 1862).

Deze reserve mag in geen geval overschrijden één derde van het gemiddeld cijfer der sommen gedurende de drie laatste jaren verdeeld (idem) en mag bovendien niet minder zijn dan 10 miljoen frank.

Het doel van deze reserve was in de eerste plaats de toepassing mogelijk te maken van de waarborgsbepaling voor het minimum ten voordeele vooreerst van de oetrooiheffende gemeenten en vervolgens van de andere gemeenten op den grondslag der vroegere verdeelingen.

In geval van tekort, moest van de reserve worden afgenomen een bedrag gelijk aan dit deficit. Was dit niet toereikend, dan moesten de algemeene hulpmiddelen van de Schatkist het ontbrekende aanvullen (wet van 20 December 1862).

Men heeft van de reserve niets moeten afnemen om het minimum aan te vullen dat gewaarborgd wordt door artikel 2, §§ 1 en 2 der wet van 29 September 1906.

Het wetsontwerp tot eenmaking.

Het wetsontwerp brengt het gemeentefonds en het bijzonderfonds tot een enkel fonds samen; het vervangt door vaste dotatiën afgenomen van de algemeene inkomsten van de Schatkist de inkomsten thans opgeleverd door uiteenlopende bronnen.

Deze hervorming is van aanzienlijk belang; zij brengt in de opmaking van de Staatsbegroting zeer groote wijzigingen mede.

Zij kan op beduidende wijze bijdragen tot het verstevigen van de gemeentebegrotingen, en tot eene groote vereenvoudiging in de comptabiliteit leiden.

Van theoretisch standpunt uit, moet men de opvatters van deze hervorming gelukwensen en toejuichen.

De eenige vraag die zich opdringt is, of het bedrag van de dotatie die aldus aan de gemeenten wordt verzekerd, met haar tegenwoordige heffingen overeenkomt, en met wat zij in de toekomst mochten verwachten van de bestaande wetten.

Het wetsontwerp voorziet ten voordeele der gemeenten eene storting waarvan de centrale grondslag op klimmende wijze aangroeit.

Het is eene verrichting van terugkoop der wisselende rente van de gemeenten waarvan de titel is het gemeentefonds en het bijzonder fonds.

De inkomsten van het Gemeentefonds beliepen voor 1920. fr. 66,720,432 72

In het Begrotingsontwerp van 's Lands Middelen worden
zij geraamd op 80,275,550 »

De vermeerdering spruit voort uit de verhooging van het aandeel welk aan het Gemeentefonds toekomt, uit hoofde van de opbrengst van deze posten.

	1920.	Ramingen 1922.
	—	—
Posterijen fr.	24,934,177 53	38,773,700 »

Daarentegen voorziet men eene vermindering op de *tolrechten* :

Brandewijnen	6,488,314 »	2,750,000 »
------------------------	-------------	-------------

De inkomsten van het bijzonder Fonds beliepen in 1920 tot 22,757,000 frank.

Volgens de ramingen van het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen voor het jaar 1922, worden de inkomsten van het Speciaal Fonds vastgesteld als volgt :

Balasting op den inlandschen brandewijn aangegeven tot het verbruik	fr.	3,258,500	»
Bijkomende belasting op het bedrag der inkomrechten op den vreemden brandewijn ⁽¹⁾		3,040,000	»
Belasting op het openen van dranksluiterijen ⁽¹⁾		3,800,000	»
Aandeel aan het Speciaal Fonds toegekend in de vermoedelijke opbrengst der belastingen op de onroerende goederen en der bedrijfsbelasting		8,000,000	»
TE ZAMEN.		fr.	18,098,500

De inkomsten van beide fondsen beloopt dus voor 1920 tot fr. 89,477,432.72.

Het wetsontwerp bepaalt als grondslag het cijfer van 95 miljoen en geeft dit op als hebbende 5 miljoen meer dan de opbrengst der twee vroegere fondsen van 1920. Deze vermeerdering van 90 tot 95 miljoen wordt voorgesteld als zijnde gebillijkt door de beschouwing eener verhooging van 2 miljoen frank voor de dienstjaren 1920 en 1921, overeenstemmende met de gemiddelde verhoogingen van 1904 (48 1/2 miljoen) tot 1913 (58 1/2 miljoen).

Dit voorgoed bepaald cijfer wordt, zooals wij het daareven vaststelden, tegengesproken door de ramingen opgeleverd door de Begrooting der ontvangsten en inkomsten voor order, dienstjaar 1922, art. 12 en 14 ⁽²⁾. Volgens deze cijfers, bedragen de aandelen van deze beide fondsen, voor 1922, niet 90 miljoen, maar 80,275,550 + 18,098,500, dat is meer dan 90 miljoen ; in ronde cijfers 100 miljoen.

Tal van Commissieleden hebben er op gewezen dat, zoo het grondcijfer van 100 miljoen werd aangezien als beantwoordende aan den toestand van 1922 wat de aan de gemeenten toegekende aandelen betreft, de bepaling van dit cijfer dan toch geene hulp hoegenaamd voor de gemeenten uitmaakte. Het zou den bestaanden toestand, dat wil zeggen : onvoldoende middelen vestigen, terwijl voor de gemeenten zoowel als voor al wie in het bestuur der gemeente medewerken moet, alle zaken duurder zijn geworden.

Zou het niet volkomen billijk zijn dat, onder de uitzonderlijke omstandigheden welke wij doormaken, aan deze inrichtingen welke de Staat in menig opzicht als zijne medewerkers beschouwt, een « duurtelbijslag » worde verleend?

De leden die dit hebben voorgesteld, hebben zich de vrijheid voorbehouden, eene verhooging van het cijfer van 95 miljoen te vragen, ofwel eene veranderlijke verhooging, door middel van eene bepaling in de begrootingswet.

⁽¹⁾ Na afhouding van 5 t. h. voor bestuurskosten.

⁽²⁾ Stuk n^o 24 - XX, bl. 4.

Het grondeijfer zal jaarlijks aangroeien tot een beloop van 2 miljoen frank. Er werd aangetoond dat die forfaitaire vermeerdering voor gevolg zal hebben dat het fonds der gemeenten hoegenaamd geen belang meer zal hebben bij de vermeerdering der opbrengst van sommige rechten.

Het cijfer van 2 miljoen staat in verband met de vermeerderingen vastgesteld in den loop der tienjarige periode 1904-1913. Maar kan deze periode worden aangezien als eene normale periode ten overstaan van de huidige?

Beantwoordt het cijfer van 2 miljoen heel en al aan den aangroei der inkomsten zooals deze werd vastgesteld en voorzien wordt? Kan men stilblijven bij deze cijfers der periode aan den goud-frank om de te vereffenen opklimming in waarde verminderde franks vast te stellen.

Van 1919 tot 1920 zijn de inkomsten van het gemeentefonds gestegen van 52 tot 66 miljoen, die van het bijzonder fonds van 7 tot 22 miljoen, dus 29 miljoen in verband met 59 miljoen of 50 %. Wij nemen voorzeker aan dat de verhooging der rechten niet noodzakelijk moet invloed uitoefenen op het forfait wanneer het voor doel heeft nieuwe inkomsten aan den Staat te bezorgen, docht anders ware het voor, wat betreft de toegebrachte wijzigingen om de vroegere ontvangsten op het bedrag van den aanvankelijken standaard te behouden.

De ondervinding van het verleden heeft bewezen dat de Staat er altijd heeft aan gehouden, dat het aandeel der gemeenten in de algemeene belastingen bestond uit de opbrengst van den geregelden en normalen aangroei van het verbruik, en niet uit de verhoogingen van rechten, en wij hebben gezien hoevele wijzigingen werden ingevoerd namelijk wat betreft der rechten op den alcohol.

De klimming van twee miljoen mag toch niet beschouwd worden als bestendig voor een vasten termijn van jaren.

Zij is aan schommelingen onderworpen om reden van eene verhooging der tarieven, hetzij wegens economische omstandigheden, hetzij door de waardeverhoging of de waardevermindering van den frank.

Het is zeker dat, wat men thans ook moge beslissen, zulks geene latere wijzigingen mag uitsluiten, en de Memorie van Toelichting wijst daarop, waar zij zegt dat, in geval van waardeverhoging van den frank, « het van zelf spreekt dat de wetgeving zich misschien opnieuw met de kwestie zou moeten bezighouden ».

Daarom werd het forfaitaire cijfer van 2 miljoen door de Commissie zonder wijzigingen aangenomen.

De inkomsten van het fonds der gemeenten moeten, van af 1922, nog gespijsd worden met eene som van 15 miljoen. Dit cijfer van 15 miljoen wordt opgegeven als zijnde een gewaarborgd minimum op de inkomsten geïnd aan de bron, waarvan een gedeelte moest toekomen aan de gemeenten onverminderd de geldmiddelen van het gemeentefonds en van het bijzonder fonds.

Het is het vierde gedeelte hun toegekend bij artikel 22, paragraaf 1 der samen-geordende wetten.

Dit minimum van 15 miljoen is bepaald door de beschouwing dat het, op het tijdstip waarop het wetsontwerp werd opgesteld, er slechts 34 miljoen geïnd waren voor het dienstjaar 1921.

De belastingen die bij de bron werden afgehouden voor 1921, waren op verre

na niet vereffend in Februari 1922. Men weet welke moeilijkheden en vertragingen werden geschapen door het in toepassing stellen van de nieuwe wetgeving en door de vervanging van de wijze van rechtstreeksche inning door deze van de afhouding bij de bron. De Commissie meent dat het voor goed vastgestelde grondeijfer niet minder dan 17 miljoen zou mogen bedragen. Overigens, zou het aldus gebrachte offer, — zoo daarvan sprake kan zijn — van korten duur zijn, daar het zeker is dat het bedrag van deze heffingen op korten termijn ten minste 68 miljoen moet bereiken. Welnu, het ontwerp voorziet de toekenning aan het fonds der gemeenten van het vierde der werkelijke ontvangst.

Men mag ook niet uit het oog verliezen, dat de gemeenten behorende tot de grondgebieden Eupen-Malmédy waarschijnlijk zullen aangezocht worden tusschen te komen in de verdeeling der sommen welke de forfaitaire stortingen van den Staat in het fonds der gemeenten uitmaken. Zij zullen de voor den Staat belastbare stof doen aangroeien en die van de mededeelhebbenden verminderen op den voet eener bevolking van 60,000 inwoners.

Er dient te worden opgemerkt dat het aandeel der gemeenten in de belasting op de vertooningen en de wedrennen buiten het hooger vernoemd vaste cijfer blijft.

Er werd echter op gewezen dat het kan van belang zijn de eenmaking tot het uiterste door te drijven en ze in de algemeene omwerking te begripen.

Een ter studie liggend wetsontwerp tot herziening der wet op de openbare gemakkelijkheden zal het intrekken van artikel 8 der wet van 28 Februari 1920 bekrachtigen; zoo wordt ten minste verzekerd.

* * *

Het stelsel van verdeeling heeft aanleiding gegeven tot eenige betwisting; sommige leden zagen liever het aandeel vermeerderd dat moet verdeeld worden de eenen op den voet der bevolking, de anderen op den voet van het kadastraal inkomen van gebouwde eigendommen.

Ten slotte was men het eens, de door de Regeering voorgestelde verdeeling van de eerste acht tienden bij gelijke deelen aan te nemen. Dit akkoord werd aangenomen met 7 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

De Commissie was darentegen van meening dat er van de meerdere inkomsten een geheel diende gemaakt te worden. Dit geheel zou in de allereerste plaats dienen om, bij voortduring, aan de gemeenten eene éénjarige toekenning te verzekeren gelijk aan het bedrag der toekenningen die zullen uitgekeerd worden voor 1921.

Het is niet te voorzien dat de afhoudingen zullen moeten gedaan worden, want de sommen, door den Staat te storten, moeten hooger zijn dan deze voor 1921 te verdeelen, zoo de ramingen, als grondslag dienende, aan de werkelijkheid beantwoorden.

De verdeeling van een tiende, door de zorgen van eene Commissie, zou — om niet meer te zeggen — onbetwistbaar tot talrijke moeilijkheden aanleiding geven.

De uitgaven voor beroepsonderwijs en openbaren onderstand drukken het meest op de begrooting der gemeenten, en zijn de voornaamste oorzaak van hun tekort.

De gemeenten die zich daaraan onttrekken ontlasten zich van deze uitgaven, terwijl zij voordeel halen van de offers gebracht door de gemeenten die het best hunne taak van opvoeding en samenhoorigheid begrijpen en verwezenlijken.

De aldus gewijzigde verdeling brengt het intrekken mede van artikel 4 van het ontwerp.

*
* *

De artikelen 4 tot 6 van het gewijzigd ontwerp hernemen de bepalingen der vroegere samengeordende wetten op het Gemeentefonds. Zij handhaven de bestaande regelen betreffende de verdeling, en die, na lange bespreking, onmisbaar werden geoordeeld om tegen zekere bedriegerijen in te gaan.

*
* *

De vraag rees op, de reserve van het Gemeentefonds te vereffenen.

De toestand op 31 December 1913 was de volgende :

Afhoudingen van het inkomen van het gemeentefonds	{	1864 tot 1912	8,703,229 38	{	8,703,229 38	}	25,597,807 80
		1913	»				
Winst op den verkoop van de effecten	{	1864 tot 1912	669 050 93	{	669,050 93		
		1913	»				
Interesten geïnd op de kapitalen, na aftrok van de op aankoop van effecten voorgeschoten interesten	{	1864 tot 1912	15,696,959 43	{	16,225,527 49		
		1913	528,568 06				
Te verminderen :							
Voorafnemingen van de reserve ten bate der gemeenten	{	1864 tot 1912	9,081,633 60	{	9,226,228 57	}	9,234,540 02
		1913	144,594 97				
Verlies op den verkoop der effecten .	{	1864 tot 1912	8,311 45	{	8,311 45	}	.
		1913	»				
						Blijft fr.	16,363,267 78
Voorafneming ten bate van het bijzonder fonds in uitvoering van artikel 30 der wet van 12 December 1912							1 006 663 73
							Fr. 15 356.604 05(4)

(¹) Naar luid van artikel 2, § 3, der wet van 20 December 1862 (art. 2, § 2, van het *Recueil de Codification du Fonds communal*) kan het bedrag der reserve niet het derde overschrijden van het gemiddelde der sommen gedurende de laatste drie jaren verdeeld.

Sommen verdeeld gedurende de laatste drie jaren :

1910	fr.	48,714,588 70
1911		47,908,024 07
1912		48,391,108 39
Te zamen		fr. 145,073 721 16
Gemiddeld		48,357,907 05
$\frac{1}{3}$ of maximum		16,119,302 35

Op 31 December 1913, bezat de reserve de volgende waarden :

In 2 ½ % een nominaal kapitaal van	fr.	263 600 »
In 3 % 1 ^e reeks, op het nominaal kapitaal van		3.293,400 »
In 3 % 2 ^e reeks	id.	13,866,900 »
In 3 % 3 ^e reeks	id.	618,600 »
Nominaal kapitaal		fr. 18,042,500 »

De likwidatierekening van de reserve zal niet voor goed kunnen vastgesteld worden dan na aanzuivering van de inningen betreffende de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten.

Wij hebben gezien dat, wegens den waarborg door de Regeering gegeven, de reserve niet zoodanig kan aangesproken worden, dat zij tot beneden de 10 miljoen kan gebracht worden.

Door middel van zijne algemeene inkomsten, moest de Staat, in geval van ontoereikendheid der ontvangsten van deze fondsen, het minimum aanvullen.

Deze gebeurlijkheid ware zeker verwezenlijkt geworden, om reden van de oorlogperiode, indien de wetten van 3 Maart 1919 en 2 Juli 1920 niet aan de gemeenten hadden toegekend $\frac{2}{3}$ van de opbrengst der belastingen op de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten en bepaald dat de $\frac{2}{3}$ van deze $\frac{3}{8}$ (of een vierde van het gezamenlijke bedrag der belastingen) zou gestort worden in het bijzonder fonds der gemeenten « ter vergoeding van de schade welke deze fondsen wegens den oorlog hebben geleden ».

Bij toepassing van deze bepaling, werden de volgende voorafnemingen gedaan ten bate van het gemeentefonds, op grond der tabellen gevoegd bij de Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order voor 1922

Jaar	Aandeel der gemeenten in de inkomsten.	Minimmm der inkomsten aan de gemeenten gewaarborgd.	Voorafnemingen.
1913 . . .	50,544,727 96	48,714,588 70	»
1914 . . .	36,928,718 84	48,967,953 47	12,039,234 63
1915 . . .	27,730,770 26	49,567,840 87	21,837,070 55
1916 . . .	21,813,823 50	50,320,521 71	28,506,698 21
1917 . . .	13,012,522 47	51,074,470 71	38,061,948 24
1918 . . .	11,257,455 30	51,828,435 81	40,570,980 51
1919 . . .	40,539,107 06	52,582,145 51	12,043,038 45
1920 . . .	65,268,527 69	»	»

Deze tabellen medegedeeld als Bijlage van de Begrooting voor order betreffen uitsluitend het *gemeentefonds*.

Volgens de gegevens van de boekhouding, beloopt dus de voorafnemingen, gedaan overeenkomstig artikel 15, paragraaf 2, der wet van 3 Maart 1919, tot aanvulling van het tekort van gezegd gemeentefonds gedurende de dienst-

jaren 1914 tot 1919, werkelijk tot de som van. . . . fr. 153,058,970 59

Daarbij moeten gevoegd worden de voorafnemingen gedaan ten bate van het *bijzonder* fonds der gemeenten, welke onderverdeeld worden als volgt :

Dienstjaar 1914	fr. 3,185,929 61	
Id. 1915	4,814,008 81	
Id. 1916	5,751,079 93	
Id. 1917	6,662,188 07	
Id. 1918	6,712,333 00	
Te zamen	fr. —————	27,125,538 42
Hetgeen teruggebracht wordt tot het cijfer van. . . . fr.		<u>180,184,509 01</u>

Wegens het doen van slotrekening, wordt geene belangrijke vermindering van deze voorafnemingen voorzien. De notas dienaangaande vermeld, ten voete der tabellen, gegeven als bijlagen van de Begrooting voor order, doelen in werkelijkheid slechts op het mogelijk aandeel toekomende aan het gemeentefonds in de opbrengst der posterijen en der accijnzenrechten op het bier, welke in het ongeschonden deel van het land, tijdens den oorlog, zouden geheven zijn geworden. Deze overigens geringe aandeele kunnen niet worden vastgesteld dan na dat de rekeningen van Le Havre voorgoed zullen afgesloten zijn.

• •

Na aftrek van de vermoedelijk niet invorderbare belastingen en waarvan het bedrag word geschat op 221 millioen, kan de opbrengst der bijdragen van de bijzondere belasting op de oorlogswinsten en de uitzonderlijke winsten geschat worden op :

Oorlogswinsten	fr. 785,965,000	
Uitzonderlijke winsten	26,773,000	
TOTAAL.	fr. 812,738,000	
Af te trekken als niet invorderbare belastingen	221,000,000	
BLIJFT.	fr. 581,738,000	

waarvan $\frac{1}{4}$ of 145,434,500 fr , het aandeel vertegenwoordigt, toe te kennen aan het gemeentefonds en aan het bijzonder fonds bij toepassing van artikel 15, § 2, der wet van 3 Maart 1919.

Men dient echter op te merken dat deze bijdragen slechts ingevorderd zijn tot een bedrag van :

Oorlogswinsten	fr. 318,067,154	
Uitzonderlijke winsten	22,727,918	
TOTAAL.	fr. 340,795,072	

Af te trekken wegens sommen die werden terugbetaald of niet moesten verdeeld worden 60,000,000

BLIJFT. fr. 280,795,072

hetzij voor het $\frac{1}{4}$, dat toekomt aan het gemeentefonds en het bijzonder fonds : 70,198,768 frank.

Daaruit volgt dat de afhoudingen gedaan op het aandeel van het bijzonder fonds in de buitengewone sommen die er worden aan toegestaan (fr. 180,184,509.04) het bedrag overtreffen van wat aan het fonds moet toekomen (145,434,500 frank). Het verschil is het tekort waarvan de last door de wet van 30 December 1913 aan den Staat wordt opgelegd.

De vereffening van het gemeentefonds, — te weten 18 millioen op papier, maar feitelijk ongeveer 13 millioen, — moet dus omvatten het bedrag van de reserve bestaande uit de portefeuille, en dit bedrag moet worden verdeeld op de grondslagen die toegepast werden voor de verdeling van het overschot der reserve.

Het ontwerp, zooals het u wordt voorgelegd, en zooals uwe Commissie u voorstelt het aan te nemen, is een werk van consolidatie, van vereenvoudiging en van verbetering op het gebied van het financieel beheer van de gemeenten en van den Staat.

Van dit standpunt uit moet het worden onderzocht. Men zou van den geest van het ontwerp afwijken, zoo men daarin verzachtingen of voordeelen ging zoeken door toekenning van nieuwe en belangrijkere uitkeeringen ten voordeele der gemeenten.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE

WETGEVING BETREFFENDE DE OPRICHTING EN DE WERKING VAN HET GEMEENTEFONDS EN VAN HET BIJZONDER FONDS.

I.

Geordende verzameling der wetten en Koninklijke besluiten betreffende het gemeentefonds en het bijzonder fonds der gemeenten ⁽¹⁾ (bekendgemaakt ter uitvoering van de wet d. d. 29 September 1906, art. 3).

TITEL I.

Gemeentefonds ⁽²⁾.

HOOFDSTUK I.

Inkomsten van het gemeentefonds.

EERSTE ARTIKEL. — Aan het gemeentefonds worden toegekend :

1° Een aandeel van 1/41 t. h. in de ruwe opbrengst der ontvangsten van den dienst der posten (wet van 18 Juli 1860, art. 2; wet van 20 December 1862, art. 2, § 1), met uitzondering van de opbrengst der volgende taxes, opbrengst die aan den Staat behouden blijft :

a) Recht voor inning van handelseffecten (wet van 30 Mei 1879, art. 60);

(1) Wetten van 18 Juli 1860, 20 December 1862, 4 Januari 1864, 12 Mei 1876, 11 Juni 1887, 19 Augustus 1889, 28 December 1892, 15 April 1896, 17 Juni 1896, 30 December 1896, 5 Juli 1899, 21 Augustus 1903, 26 December 1904 en 29 September 1906 (Koninklijke besluiten van 2 Augustus 1860 en 27 November 1866).

(2) Het gemeentefonds werd ingesteld bij de afschaffing van de onrechtstreeksche gemeentebelastingen gekend onder den naam van octrooien (wet van 18 Juli 1860, art. 1).

b) Recht voor inschrijving op dagbladen en tijdschriften (*wet van 28 December 1892, art. 1*);

c) Taxe voor inning van den prijs der vischverloven (*wet van 5 Juli 1899, art. 4*);

2° Een aandeel van 35 t. h. in de opbrengst der volgende rechten :

a) Accijnsrecht op de wijnen die uit den vreemde herkomstig zijn (*wet van 18 Juli 1860, art. 2; wet van 20 December 1862, art. 2, § 1*);

b) Invoer- en accijnsrechten op het bier en den azijn (*wet van 18 Juli 1860, art. 2; wet van 20 December 1862, art. 2, § 1; wet van 4 Januari 1864, art. 2*), op het azijnzuur (*wet van 11 Juni 1887, art. 9*), op de suiker en de siropen (*wet van 18 Juli 1860, art. 2; wet van 20 December 1862, art. 2, § 1; wet van 21 Augustus 1903, art. 102*);

c) Invoerrecht op de melassen (*wet van 21 Augustus 1903, art. 102*);

d) Invoer- en accijnsrechten op den brandewijn (*wet van 18 Juli 1860, art. 2; wet van 20 December 1862, art. 2, § 1*).

Echter, in de verdeeling tusschen Staat en gemeentefonds van de jaarlijksche opbrengst der onder litt. d aangehaalde rechten, wordt het aandeel van den Staat op ten minste 25,175,000 frank bepaald, mits van deze som af te trekken het aandeel van den Staat in de opbrengst van de invoerrechten op den azijn en het azijnzuur en van den accijns op den bierazijn (*wet van 15 April 1896, art. 90*); van eenen anderen kant, mag in hoogerbedoelde verdeeling het aandeel van het gemeentefonds niet meer bedragen dan 13,750,000 frank (*wet van 17 Juni 1896, art. 5; wet van 26 December 1904, art. 2*).

HOOFDSTUK II.

Reserve van het gemeentefonds.

Art. 2, § 1. — Tot het vormen eener reserve wordt jaarlijks eene korting gedaan gelijkstaande met 1 t. h. van het bedrag der opbrengsten waarvan een deel aan het gemeentefonds wordt toegekend, zonder dat de onder de gemeenten te verdeelen sommen, uit dien hoofde, nochtans minder mogen bedragen dan het gemiddeld beloop van de sommen welke gedurende de drie laatste jaren werden verdeeld (*wet van 20 December 1862, art. 2, §§ 1 en 2*).

§ 2. — Het bedrag der reserve mag het derde van dit gemiddeld beloop niet overtreffen (*wet van 20 December 1862, art. 2, § 3*).

§ 3. — Telkens dat, ten gevolge eener vermindering der opbrengsten, het jaarlijksch inkomen van het gemeentefonds minder bedraagt dan het bij § 1 aangeduid gemiddeld beloop, wordt, ten bate der gemeenten, van de reserve eene som gelicht die met het tekort gelijkstaat (*wet van 20 December 1862, art. 2, § 4*).

Art. 3. — De aan de reserve van het gemeentefonds toegekende sommen worden, ofwel belegd in openbare fondsen of in Schatkistbons, ofwel neergelegd,

't zij in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, 't zij in de Deposito- en Consignatiekas, als vrijwillige bewaring (*Koninklijk besluit van 27 November 1866, art. 1*).

HOOFDSTUK III.

Verdeeling van het gemeentefonds.

ART. 4, § 1. — Aan elke gemeente wordt, ten titel van minimum-aandeel in de jaarlijksche verdeeling van het gemeentefonds, eene som toegekend gelijk aan het aandeel dat zij in het jaar 1895 getrokken heeft (*wet van 30 December 1896, art. 16*).

§ 2. — Het overschot der ontvangsten op het totaal der ten titel van minimum-aandeel toegekende sommen, na aftrek, in voorkomend geval, van de korting ten bate der reserve, wordt onder de gemeenten in verhouding tot dezer bevolking verdeeld (*wet van 30 December 1896, art. 18; wet van 19 Augustus 1889, art. 1*).

ART. 5 ⁽¹⁾, § 1. — Onder de bevolking vermeld bij paragraaf 2 van artikel 4 wordt verstaan de bevolking van rechtswege zooals zij is vastgesteld door de tienjaarlijksche volkstelling bekendgemaakt vóór 1 Januari ⁽²⁾ (*wet van 19 Augustus 1889, art. 15, gewijzigd bij de wet van 29 September 1906, art. 1*).

§ 2. — Wanneer, in den loop van een tienjarig tijdvak, het cijfer der bevolking eener gemeente, op 31 December van het jaar hetwelk dat der verdeeling voorafgaat, met meer dan 10 t. h. overtreft het getal inwoners dat door de laatste tienjaarlijksche volkstelling is vastgesteld, dan wordt dit cijfer genomen tot maatstaf der verdeeling. Echter, indien het meer bedraagt dan een bevolkingscijfer berekend naar een bestendige progressie spruitende uit de vergelijking der cijfers der twee jongste tienjaarlijksche volkstellingen, dan zal het aldus berekend bevolkingscijfer tot grondslag der verdeeling worden genomen (*wet van 19 Augustus 1889, art. 15, gewijzigd bij de wet van 29 September 1906, art. 1*).

§ 3. — De bepalingen van paragraaf 2 zijn, in geen geval, van toepassing op de gemeenten wier bevolking niet meer dan 10 t. h. heeft toegenomen tijdens het vorig tienjarig tijdvak (*wet van 19 Augustus 1889, art. 15, gewijzigd bij de wet van 29 September 1906, art. 1*).

ART. 6, § 1. — In het begin van het tweede, van het derde en van het vierde trimester van het jaar waarover de verdeeling gedaan wordt en in het

(1) De beschikkingen der wet van 29 September 1906, waarbij gewijzigd wordt de bepaling der bevolking die bij de verdeeling tot maatstaf moet dienen, zullen slechts op 1 Januari 1907 in werking treden (bovengemelde wet, art. 4).

(2) Het geldt de jongste tienjaarlijksche volkstelling bekendgemaakt vóór 1 Januari van het jaar der verdeeling.

begin van het eerste trimester van het volgend jaar, wordt, ten titel van voorschot, aan iedere gemeente eene som betaald gelijk aan het vierde van haar minimum-aandeel in de jaarlijksche verdeeling (*wet van 18 Juli 1860, art. 3, § 2; wet van 30 December 1896, art. 18*).

§ 2. — Het, na afrekening ⁽¹⁾, voor het jaar nog te betalen deel wordt, na regeling der eindverdeeling, aan de gemeenten uitgekeerd in de eerste maanden van het daaropvolgend jaar (*wet van 18 Juli 1860, art. 3, § 4; wet van 30 December 1896, art. 18*).

§ 3. De Minister van Financiën duidt aan de wijze van betaling der aan de gemeenten toegekende sommen (*Koninklijk besluit van 2 Augustus 1860, art. 1*).

ART. 7 ⁽²⁾. — Blijkt uit de tienjaarlijksche volkstelling die op de verdeeling volgt, dat de bevolking eener gemeente, waarop de bepalingen van § 2 van artikel 5 werden toegepast, niet meer dan 10 t. h. heeft toegenomen tijdens het tienjarig tijdvak, dan dienen de sommen aan deze gemeente toegekend boven hetgeen verschuldigd was naar den maatstaf der vorige bevolking van rechtswege, door haar te worden terugbetaald en gestort in het gemeentefonds (*wet van 19 Augustus 1889, art. 15, gewijzigd bij de wet van 29 September 1906, art. 1*).

ART. 8. — Ieder jaar wordt aan de Kamers verslag gegeven over den toestand van het gemeentefonds en over de verdeeling van dit fonds (*wet van 18 Juli 1860, art. 17*).

TITEL II.

Bijzonder fonds der gemeenten ⁽³⁾.

HOOFDSTUK I.

Inkomsten van het bijzonder fonds.

ART. 9, § 1. — Worden aan het bijzonder fonds toegekend :

1° De opbrengst van het vergunningsrecht op de slijterijen in 't klein van sterke dranken ;

2° De opbrengst van de invoerrechten op het vee en op het vleesch.

§ 2. — Zoolang de opbrengst van de onder § 1 vermelde belastingen geen cijfer zal bereiken dat voldoende is om aan de gemeenten een aandeel toe te

(1) Om de gemeenten vroeger te laten beschikken over een gedeelte van het overschot, wordt haar alle drie maanden, buiten het vierde van het minimum, een som voorgeschooten van 20 centiemen per inwoner naar verhouding der bevolking van rechtswege welke door de jongste tienjaarlijksche volkstelling werd vastgesteld (besluit van den Minister van Financiën van 27 Maart 1903.)

(2) Zie nota (1) onder artikel 5.

(3) Het bijzonder fonds werd ingericht met het doel de geldmiddelen der gemeenten te vermeerderen (wet van 19 Augustus 1889, art. 1).

kennen, berekend op voet van 1 frank per inwoner, zal de som die noodig is tot het volledig maken van dit cijfer gelicht worden op de opbrengst der invoerrechten (*wet van 19 Augustus 1889, art. 2*).

HOOFDSTUK II.

Verdeeling van het bijzonder fonds.

ART. 10, § 1. — Het bijzonder fonds wordt onder de gemeenten verdeeld, naar verhouding van het cijfer harer bevolking (*wet van 19 Augustus 1889, art. 1*).

§ 2. — De bepalingen van artikel 5, waarbij vastgesteld wordt de bevolking die bij de verdeeling van het gemeentefonds tot maatstaf wordt genomen, zijn van toepassing op de verdeeling van het bijzonder fonds (*wet van 19 Augustus 1889, art. 3; wet van 30 December 1896, art. 18; wet van 29 September 1906*).

ART. 11. — Het aandeel dat aan iedere gemeente toekomt, wordt, alle zes maanden, vereffend naar de wijze welke gevolgd wordt voor de verdeeling van het gemeentefonds (*wet van 19 Augustus 1889, art. 3*) ⁽¹⁾.

ART. 12. — De bepalingen van artikel 7 zijn van toepassing op de sommen die bij de verdeeling van het bijzonder fonds te hoog werden toegekend (*wet van 19 Augustus 1889, art. 15, gewijzigd bij de wet van 29 September 1906, art. 1*).

TITEL III.

Tijdelijke bepalingen betreffende het gemeentefonds.

ART. 13, § 1. — Te beginnen van het jaar 1906 tot en met het jaar 1913, mag het gedeelte der inkomsten van het gemeentefonds, dat aan de gemeenten wordt uitgedeeld, niet minder bedragen dan de in 1903 verdeelde som, vermeerderd volgens eene jaarlijksche klimming berekend — op voet van 10 centiem per inwoner — naar den maatstaf van een bevolkingscijfer bepaald in overeenkomst met de regelen van artikel 5 (*wet van 29 September 1906, art. 2, §§ 1 en 3*).

§ 2. — De som noodig, in voorkomend geval, tot het volledig maken van het bij § 1 gewaarborgd minimum, zal worden gelicht van de reserve, zonder dat de

(1) In de practijk wordt, alle zes maanden, aan iedere gemeente een voorschot gedaan van eene som berekend op voet van 50 centiem per inwoner, volgens de bevolking aangeduid door de jongste tienjaarlijksche volkstelling (dienstbrief van den Minister van Financiën van 27 Januari 1897); het bijkomend aandeel wordt, in voorkomend geval, terzelfder tijd vereffend als het saldo van het gemeentefonds (*wet van 30 December 1896, art. 18*).

lichtingen de réserve mogen doen dalen beneden het cijfer van 10 miljoen frank. Zijn de lichtingen, binnen de grens gedaan, onvoldoende tot het bereiken van voormeld minimum, dan wordt het ontbrekende genomen op de algemeene middelen van de Schatkist (*wet van 29 September 1906, art. 2, § 2*).

II.

Wet van 29 October 1919 tot vestiging van cédulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

ART. 81, § 2. — Een vijfde van de opbrengst der belasting op de inkomsten bedoeld bij de artikelen 16 tot 18 wordt toegekend aan het bijzonder gemeentefonds.

ART. 16.

De inkomsten der obligatiën en der andere schuldvorderingen in de vennootschappen op aandeelen, bedoeld bij artikel 14, zijn de interesten, premiën of loten toegekend aan de houders van obligatiën, kasbons, schuldbekentenissen of bewijzen en van alle andere titels tot vestiging van leeningen, welke de duur daarvan ook zij.

ART. 17.

In de inkomsten der bij n^o 2^o van artikel 14 bedoelde titels zijn begrepen de interesten, renten, premiën of loten en alle andere opbrengsten van de bewijzen van leeningen, annuïteiten of rente, op naam of aan toonder, alsmede van de Schatkistbons of alle andere soortgelijke titels.

ART. 18.

De bij n^o 3^o van artikel 14 bedoelde inkomsten zijn die van de aangewende kapitalen en van de schuldvorderingen van allen aard.

ART. 14.

De belasting op het inkomen van roerend kapitaal is van toepassing op de dividenden, interesten, renten en alle andere opbrengsten van aangewende kapitalen, uit welken hoofde ook en zijnde :

1^o Inkomsten van aandeelen of deelen hoe ook genaamd, van obligatiën of andere schuldvorderingen wegens geldleeningen ten laste van de

burgerlijke of handelsvennootschappen op aandeelen, waarvan de maatschappelijke zetel of de voornaamste bestuursinrichting in België gevestigd is;

2° Inkomsten van titels uitgegeven door den Staat, de provinciën, de gemeenten en andere openbare inrichtingen of instellingen, behalve de vrijstellingen betreffende de coupons voorzien door bijzondere wetsbepalingen;

3° Inkomsten : a) Van alle kapitalen aangewend in alle handelsnijverheids- of landbouwzaken die anders dan door de bij n^o 1° hierboven bedoelde vennootschappen worden gedreven;

b) Van alle schuldvorderingen en leeningen, ten laste der natuurlijke personen en der vennootschappen andere dan op aandeelen, hebbende hun verblijf of hunne woonplaats in België;

c) Van geldsommen, in België in bewaring gegeven hetzij in bankwissel-, crediet-, consignatie- of spaarinstellingen, hetzij bij bankiers, notarissen, zaakwaarnemers of andere bewaarnemers;

4° Inkomsten van vreemde renten en roerende waarden, van schuldvorderingen op het buitenland of van geldsommen in bewaring gegeven in het buitenland, toegekend aan natuurlijke of zedelijke personen hebbende hun verblijf of hunne woonplaats in het Rijk.

De belasting is eveneens van toepassing op de opbrengsten van verhuring, van verpachting, van gebruiken van concessie van alle roerende goederen.

Zij is ook van toepassing op de inkomsten van de onroerende goederen gelegen in het buitenland.

ART. 82, § 2. — Een vijfde van de opbrengst der belasting, overeenkomstig paragraaf 3 van artikel 35 gevestigd, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten toegekend.

§ 3. — Bedrijfsbelasting.

ART. 35, § 3.

Het bedrag wordt tot 1 t. h. verminderd voor het gedeelte van de verscheidene vergeldingen der openbare en private ambtenaren en beambten, der loonen, pensioenen en lijfrenten bedoeld bij artikel 25, 2°, met inbegrip van de bijwedden en

andere uitzonderlijke vergeldingen, die in het geheel niet 3,000 frank 's jaars overschrijden.

**Wet van 3 Augustus 1920 tot wijziging van de wetgeving
betreffende de belastingen op de inkomsten.**

ART. 15.

Beide paragraphen 2 van de artikelen 81 en 82 worden ingetrokken en de volgende bepaling wordt aan artikel 83 toegevoegd :

Van de opbrengst der belastingen, die uitsluitend aan den Staat toekomen, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten toegekend eene som overeenstemmende met één frank per inwoner.

Dit aandeel vervangt dat voorzien bij artikel 2 der wet van 19 Augustus 1889

III.

**A. — Wet van 3 Maart 1919 tot invoering van eene bijzondere
en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.**

ART. 15.

Paragraaf 1. — Op de bijzondere belasting mogen provinciale- of gemeentelijke opcentiemen, noch eenige andere soortgelijke heffing gelegd worden.

§ 2. — Van de opbrengst der belasting gevestigd op de in België behaalde winsten worden één achtste aan de provinciën en drie achtsten aan de gemeenten toegekend.

De verdeeling wordt gedaan in verhouding tot de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen over 1913.

Nochtans worden twee derden van het aan de gemeenten toegekende deel in het gemeentefonds en in het bijzonder fonds ten bate van de gemeenten gestort ter vergelding van het nadeel dat die fondsen ten gevolge van den oorlog hebben geleden.

§ 3. — De zeven achtsten van de opbrengst der belasting gevestigd op de winsten behaald in Congo worden in de Schatkist der Kolonie gestort.

IV.

**B. — Wet van 2 Juli 1920 tot heffing van eene bijzondere belasting
op de uitzonderlijke winsten.**

EERSTE ARTIKEL.

Lid 1. — Behoudens de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van de onderstaande artikelen 2 tot 8, worden de bepalingen der wet van 3 Maart 1919,

houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, van toepassing gemaakt op de tijdens het jaar 1919 behaalde uitzonderlijke winsten ⁽¹⁾).

ART. 10.

Lid 1. — De bij deze wet gevestigde bijzondere belasting zal, krachtens de bepaling der begrooting welke jaarlijks de bestaande belastingen in stand houdt, bij voortduur geheven kunnen worden gedurende elk der jaren 1921 tot 1924, op grond van de uitzonderlijke winsten tijdens het vorig jaar behaald.

V.

**Wet van 28 Februari 1920 betreffende de bijzondere belasting
op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.**

ART. 8.

Paragraaf 1. — Een tiende der taxe wordt toegekend aan de provincie en drie tienden aan de gemeente.

Wat betreft de taxe op de paardenrenbanen en renbanen, in gemeenten van minder dan 6,500 inwoners gelegen, wordt het aandeel der gemeente tot één tiende verminderd en worden de twee tienden, welke de bij lid 1 bedoelde hoeveelheid volmaken, aan het bijzonder fonds der gemeenten toegekend.

Gemeld aandeel van twee tienden wordt desvoorkomend gebruikt tot het toekennen van vergeldende toelagen aan de gemeenten, wier ontvangsten, voortvloeiende uit de toepassing der wet houdende vestiging van belastingen op de inkomsten, beneden het laatste zuiver bedrag der bij die wet opgeheven taxes zouden zijn.

Paragraaf 2. — Geen provincie- of gemeenteopcentiemen mogen op gemelde taxe worden gevestigd.

(1) Krachtens deze bepaling is artikel 13 dezer wet (zie hoger) toepasselijk op de belasting op de uitzonderlijke winsten.
